

# **l'Anti**capitaliste

n°296 | 2 juillet 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## À LA DICTATURE DE L'AUSTÉRITÉ



**Dossier**  
**Dettes  
publiques**

pages 6 et 7

**ÉDITO**  
W. Valls s'en va-t-en guerre  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Luttes des migrantEs:  
contre un monde de barbelés  
Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**  
Italie: Renzi organise l'accueil  
«différencié» des migrants  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Entretien avec Badrul Alam sur  
la paysannerie et la crise climatique  
au Bangladesh Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

## W. Valls s'en va-t-en guerre

On n'attend jamais rien de bon de Valls, mais il faut avouer qu'il a quand même réussi à nous donner envie de vomir quand il déclare : « *Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons.* » Reprenant les mots de Sarkozy et avant lui de W. Bush, il met ses pas dans ceux des défenseurs du « choc des civilisations », cette thèse qui fait de l'opposition entre l'Islam et l'Occident l'une des grandes lignes de fracture du monde de l'après guerre froide. Autant dire qu'un communicant professionnel comme Valls ne manie pas « à l'insu de son plein gré » une expression aussi lourde de sens. Le message est lancé...

Nous sommes donc en guerre, et pour Valls, il n'est bien entendu pas question des multiples interventions de l'armée française en Afrique et ailleurs. C'est la guerre, ici et maintenant, celle qui justifie tous les déploiements policiers et militaires, le flitage généralisé, la législation d'exception, la surveillance de masse contenus dans la loi sur le renseignement.

Le Premier ministre se sent ensuite obligé de faire semblant de rectifier : « *ce n'est pas une guerre entre l'Occident et l'Islam, mais une guerre au nom même des valeurs qui sont les nôtres et que nous partageons au-delà même de l'Europe.* » Mais l'expression en elle-même vise l'Islam, elle est même faite pour ça, et dans le climat islamophobe actuel, c'est une véritable infamie ! Au nom de quelles valeurs humanistes européennes Valls s'autorise-t-il à faire la leçon ? Sans doute ces « valeurs » qui permettent de laisser mourir en Méditerranée des milliers d'enfants, d'hommes et de femmes ! Enfin, le cynisme est à son comble quand il s'avise de désigner les bons et les mauvais musulmans, l'Islam fréquentable et celui qui ne le serait pas, ajoutant que « *la bataille se situe aussi, et c'est très important de le dire, au sein de l'Islam. Entre d'un côté un islam aux valeurs humanistes, universelles, et de l'autre un islamisme obscurantiste et totalitaire qui veut imposer sa vision à la société.* » Et qu'est ce qui permet à Valls un tel discernement ? Sans doute son appartenance à un gouvernement qui fait de la grande bienfaitrice de l'humanité qu'est l'Arabie saoudite un allié privilégié... et un client choyé pour les ventes d'armes !

## BIEN DIT

*Les lois scélérates sont toujours votées à de larges majorités !*

Le député PCF JEAN-JACQUES CANDELIER lors du vote final de la loi sur le renseignement. Pas même de « scrutin public » pour recenser les suffrages de chacun, un simple vote à main levée a suffi. Effectivement, il y a toujours des majorités larges pour ce type de vote, comme en 1954 l'octroi des pouvoirs spéciaux au gouvernement « socialiste » pour aller faire la guerre en Algérie...

À la Une

# NON à la dictature de l'austérité !

*Décidément, gouvernements et institutions de l'Union européenne détestent la démocratie. Il y a dix ans, ils ont pu compter sur les dirigeants politiques français pour effacer un Non populaire à la Constitution européenne. Depuis le 25 janvier 2015 et la victoire électorale de Syriza en Grèce, la troïka UE-BCE-FMI use d'une brutalité inouïe pour faire capituler le gouvernement Tsipras, pour que le choix populaire d'en finir avec l'austérité soit bafoué.*

Pour eux, il s'agit de jeter dans les poubelles de l'histoire européenne toute souveraineté autre que technocratique et néolibérale, toute perspective de progrès social. Avec l'annonce vendredi 26 juin par Alexis Tsipras d'un référendum pour refuser un nouveau mémorandum dans la continuité de ceux qui ont ruiné la Grèce depuis 6 ans, les mêmes hurlent à la rupture unilatérale des « négociations ». Pourtant, soumis à un étranglement du système financier international, le gouvernement grec a effectué des reculs considérables par rapport au programme de Thessalonique sur lequel il a été élu, cherchant des compromis bien problématiques. Mais le parti capitaliste européen est resté rigide sur ses positions : la dette doit être remboursée, les restes d'acquis sociaux démantelés, les biens publics privatisés ou ruinés. Les normes néolibérales corsetant l'Union européenne ne peuvent plus être remises en cause même si elles provoquent une tragédie sociale et humaine.

### Une bataille populaire contre l'austérité

La décision fracassante de faire trancher cette situation par la volonté populaire, la dénonciation par le gouvernement grec du chantage auquel il a été soumis, changent la donne politique. Comme l'a déclaré Stathis Kouvelakis, membre du Comité central de Syriza : « *Le tournant que nous espérons, dont, c'est vrai, nous avons commencé à douter qu'il fût possible, est survenu. La sinistre parodie des "négociations", la spirale des reculs et des concessions a été stoppée. Le tournant a pris forme*



autour d'un mot simple, évident, qui a la clarté d'un couperet : non à l'ultimatum de la troïka, la parole au peuple », ajoutant que l'heure est à « *l'unité populaire pour le non et la rupture.* »

La plateforme de gauche, Red Network, un des courants de la gauche de Syriza, souligne que « *cela traduit le fait que les mobilisations sociales qui ont trouvé une expression politique dans le vote du 25 janvier 2015 ont des racines plus profondes que ce qu'avaient anticipé les supporters d'une politique néolibérale d'austérité à l'échelle nationale et internationale.* »

Une bataille d'envergure est donc engagée pour un Non massif aux mémorandums, à l'austérité, à la dette, au chantage des créanciers, mais aussi pour la relance du débat

public à plus long terme sur les choix de rupture à engager sur ces bases.

### Pressions financières et terreur idéologique

Face à cette situation, les institutions capitalistes ne restent pas l'arme au pied en attendant le verdict populaire. Leur objectif est politique : elles redoutent comme la peste toute contagion grecque dans d'autres pays de l'Union européenne, à commencer par l'État espagnol. Et en ce moment, elles sont engagées dans un véritable coup d'État financier.

Elles usent et abusent aussi d'une véritable terreur idéologique : il n'y a pas d'autre politique que la nôtre, si vous ne vous inclinez pas devant elle, ce sera la catastrophe pour vous... Et qu'importe si en Grèce, la catastrophe est déjà là... et à cause

de cette politique. Les éditorialistes, dont certains se disent de gauche, stigmatisent ces Grecs qui refusent les sacrifices, alors que les autres peuples de la périphérie européenne accepteraient ceux-ci avec lucidité. La réalité, c'est que, bien à l'abri derrière leurs privilèges, ces membres de la « *casta* » comme dit Podemos en Espagne, militent pour les sacrifices des autres... et d'abord des pauvres. Dans le même temps, les dominants sont un peu ébranlés : les bourses ont fortement chuté lundi 29 juin... et tel ex-dirigeant d'institution financière se met soudainement à proposer un compromis nécessaire qui serait moins dur aux Grecs.

### La solidarité doit s'exprimer massivement

Dans l'immédiat, l'essentiel est que, dans le référendum du dimanche 5 juillet, la volonté populaire grecque rejette massivement l'austérité permanente et le déni de démocratie. Hollande, Merkel, Junker, Lagarde et consorts défendent bec et ongles les intérêts du capital et veulent faire un exemple pour toutes les résistances qui peuvent gonfler dans le reste de l'Union européenne. Au vu de l'enjeu, il est décisif de ne pas laisser le peuple grec isolé : en dénonçant l'attitude scandaleuse du gouvernement français et des banques, en exigeant l'annulation de la dette indigne, injuste et insoutenable. Il faut des mobilisations de solidarité massives, pour que la confiance augmente, pour que le Non gagne en Grèce. Ensuite, il s'agira pour touTEs d'élargir la brèche !

Émile Fabrol et Jacques Babel

Voir aussi notre dossier en pages 6-7, en particulier sur la question de la dette grecque

ÉCOUTES ET RENSEIGNEMENTS

## Les espionneurs espionnés

*Cela pourrait presque être un gag si nos droits et libertés n'en étaient pas les premières victimes...*

Les révélations de WikiLeaks relayées par *Mediapart* et *Libération* au sujet des écoutes téléphoniques secrètes des présidents français et du personnel politique entre 2006 et 2012 ont provoqué une belle gesticulation au sommet de l'État. Au

même moment, les mêmes organisaient un vote solennel à main levée à l'Assemblée nationale validant sans surprise et dans une quasi-indifférence des députés, la loi sur le renseignement qui autorise, à une échelle de masse, la surveillance de la population. Deux poids deux mesures.

### Beaucoup d'agitation pour peu de conséquences...

Les dirigeants et personnels politiques ont été espionnés par la NSA sur des questions portant sur la diplomatie, l'économie, les politiques régionales... Le Président de la République et le

Premier ministre ont dénoncé « *une attaque contre la souveraineté française* », se sont montrés indignés qu'un « *grand ami et allié* » comme les États-Unis puisse ainsi écouter secrètement leurs conversations téléphoniques. Les démonstrations de mécontentement sont allées bon train : réunion du conseil de défense, convocation de l'ambassadrice des USA, multiplication des discussions entre les membres de l'exécutif français et leurs homologues américains. Et pourtant...

Chaque pays possède ses services secrets et espionne à l'extérieur et à l'intérieur de ses frontières. Mais

dans ce système économique, dans la concurrence acharnée entre tous les capitalistes, il y a les géants et les nains. Et le géant est étatsunien. Dès 1952, les USA se sont dotés d'une pieuvre gigantesque : la NSA au statut volontairement flou et secret et aux prérogatives quasi illimitées. Riche de 40 000 techniciens et d'un budget de 10 milliards de dollars, l'agence collecte des métadonnées électroniques à grande échelle à l'intérieur... et à l'extérieur des États-Unis.

Aujourd'hui elle est censée empêcher les actes de terrorisme sur le territoire américain et contre ses ressortissants à l'étranger. Mais comme pour tous les services secrets, l'impact réel sur la prévention du terrorisme est faible : moins de 6% des actes terroristes ont pu être évités grâce à son action. L'essentiel de son activité est l'espionnage des cibles économiques et politiques à l'extérieur et le contrôle des opposants à l'intérieur. La haute technicité de ses personnels et l'utilisation de

# Un monde à changer

**CHINE: «OSER SE RÉVOLTER».** Il y a 94 ans à Shanghai était fondé le Parti communiste chinois (PCC): le congrès de fondation réunissait 13 personnes et il y aurait eu 53 adhérents dans l'ensemble de la Chine. Il est d'usage de célébrer son anniversaire chaque 1<sup>er</sup> juillet. À cette occasion, un «état des lieux» est publié. Cette année, le PCC a annoncé qu'il comptait presque 88 millions de membres, soit un peu moins de 7% de la population de la Chine. Parmi ses membres, il y aurait un peu plus de 7 millions d'ouvriers, 26 millions de paysans et un peu moins d'un quart de femmes. Se référant toujours officiellement au marxisme et à la «pensée de Mao Tsé-toung», le PCC contrôle toutes les institutions de la société. Entrer au parti permet d'avoir accès à des emplois convoités dans l'administration ou dans les entreprises d'État. La gigantesque bureaucratie du PCC est en symbiose étroite avec le

capital privé. D'ailleurs, depuis le milieu des années 90, le PCC s'est ouvert aux «entrepreneurs». Aujourd'hui, le mécontentement social est tel que manifestations et grèves sont plus ou moins tolérées, mais la répression s'abat dès que les travailleurs essaient de créer leur propre représentation, leurs propres syndicats. À l'extérieur, la Chine se comporte de plus en plus comme une composante du concert impérialiste, et ce n'est pas un hasard si, en visite en Europe, le Premier ministre chinois Li Keqiang a déclaré le 30 juin dernier que la Chine «veut que la Grèce reste dans la zone euro» et qu'elle parvienne à un accord avec ses créanciers... De l'héritage de Mao, il restera au moins cette phrase: «il faut oser se révolter». Aujourd'hui, c'est contre les satrapes prétendument rouges qu'il faut le faire.

## LUTTES DES MIGRANT-E-S

# Contre un monde de barbelés

*C'était il y a un mois. Le 2 juin, environ 400 migrantEs étaient évacués du campement sous le métro La Chapelle (Paris 18<sup>e</sup>). Un mois plus tard, des centaines sont toujours à la rue dans des campements autour de La Chapelle mais aussi dans d'autres lieux de la capitale comme autour de la gare d'Austerlitz. Parmi elles/eux, nombreux sont les expulsés du premier campement.*

**P**endant un mois, la mairie et la préfecture ont utilisé tous les moyens pour les rendre invisibles: de l'intervention policière violente aux propositions d'hébergement d'urgence. Mais les migrantEs sont toujours là, réorganisés dans un camp, à nouveau à la Halle Pajol et à Austerlitz. D'autres se sont réfugiés dans un square de La Chapelle, dans des conditions sanitaires catastrophiques, espérant échapper aux interventions policières.

### Mensonges et hypocrisie

Pendant un mois la lutte des migrantEs et la solidarité qui s'est exprimée ont rendu évidents les mensonges des autorités. 110 places d'hébergement ont été débloquées puis 220. Implicitement, les autorités ont ainsi reconnu qu'elles avaient menti en disant que des solutions avaient été apportées à tous les expulsés de La Chapelle le 2 juin... Dans un tract diffusé dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, le PS atteint des sommets d'ignominie en écrivant que «La Mairie de Paris et la grande solidarité de nombreux habitants du 18<sup>e</sup> ont beaucoup fait pour les migrants»!

Ces mensonges et cette hypocrisie, comme la violence imposée aux



Liberté égalité solidarité... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

migrantEs, sont les conséquences d'un choix politique. Les autorités refusent de débloquent la seule solution à la fois «humaine» et rationnelle, et qui reste la première revendication des migrantEs: ouvrir un lieu collectif et pérenne qui évite aux migrantEs de rester dans la rue et leur permette aussi de s'organiser pour garantir leurs droits.

Car cela remettrait en cause toute la logique du pouvoir qui est de bloquer les flux migratoires. Une logique pourtant inefficace et meurtrière qui n'empêche pas la

migration d'êtres humains qui n'ont plus rien à perdre. Et c'est elle qui tue en Méditerranée en poussant les migrantEs à prendre de plus en plus de risques, c'est elle qui ferme la frontière à Vintimille, construit des murs à Calais et laisse des femmes et des enfants à la rue à Paris, à Rennes ou à Bordeaux où un camp de Sahraouis vient d'être expulsé.

### Une solidarité toujours vivante

Le cas des migrantEs est exemplaire. Débloqués pour les

migrantEs, les places en centres d'hébergement d'urgence, déjà saturés, sont autant de places qui manquent pour les sans-abris alors que les préfectures expulsent en cette période estivale. Dresser des pauvres contre des pauvres est pain bénit pour les fascistes: un commando de Génération identitaire est allé sur le campement d'Austerlitz caillasser les migrantEs.

Alors que les personnels de l'AP-HP sont en lutte pour dénoncer les politiques d'austérité à l'hôpital, les urgences établissent des quotas pour les migrantEs, pourtant en détresse sanitaire, et remettent à la rue de manière précoce des migrantEs atteints de pathologies sérieuses. Les barbelés que le pouvoir érige autour des migrantEs enserrant et fragmentent toute la société.

Après un mois de lutte, la solidarité est toujours vivante. Elle montre aussi qu'une autre logique est possible. Cependant, les migrantEs sont fatigués et se désespèrent. Les jours à venir seront déterminants pour redonner une visibilité à leur lutte. C'est notre vision du monde de demain qui se joue en ce moment, à Vintimille, à Calais comme à Paris.

**Denis Godard**

moyens technologiques sophistiqués et modernes en font l'agence de renseignement la mieux informée et la plus performante au monde. Cela donne des avantages importants en termes d'économie et de diplomatie sur tous les autres États de la planète, ce qui ne devrait pas étonner les dirigeants français: en termes de capitalisme, le plus fort c'est toujours le plus riche, et c'est aujourd'hui encore les États-Unis. Mais si le gouvernement français est aussi mécontent qu'il veut le montrer, il aurait pu agir. Par exemple en autorisant la mise en place d'une commission d'enquête, comme l'a fait l'Allemagne, ou en remettant en cause le traité transatlantique... Mais l'indignation a ses limites!

### Et peu d'agitation pour des conséquences gravissimes!

Au même moment, Valls défendait une nouvelle fois la loi sur le renseignement à l'Assemblée nationale. Cette loi très large est un bouleversement politique

sur la manière dont elle est adoptée et sur son contenu. Sur la forme, c'est la deuxième fois cette année qu'une procédure d'exception est utilisée: après la loi Macron, elle aussi extrêmement globale, votée au moyen du 49-3, la loi de renseignement est passée en accéléré, sans le temps du débat ni public ni parlementaire.

La DGSE et le rapporteur PS Urvoas ont même tenté d'intégrer deux amendements nouveaux, jamais présentés: l'un transformait les surveillants de prison en agents de renseignement et l'autre autorisait la surveillance des étrangers vivant en France sans la saisine de la CNCTR, cela sans qu'ils soient même soupçonnés d'intention de commettre un acte terroriste. Au fond ces deux amendements disent exactement à quoi doit servir cette loi: elle doit transformer les agents de l'État en flics et surveiller les pauvres et les étrangers. Parce qu'ils sont pauvres et/ou étrangers, c'est donc une loi à caractère raciste.



Les USA sont à l'écoute... DR

Quoi qu'en dise Valls, cette loi est calquée sur le fond sur le Patriot Act américain: elle a la même fonction de légalisation et de systématisation d'une série de pratiques liberticides. Fin de l'État dit social, fin de l'État

dit de droit, les deux vont de pair. Visiblement les dirigeants du monde s'offusquent d'être écoutés, mais il leur semble par contre juste de surveiller un maximum de leurs citoyens!

**Roseline Vachetta**

## Le chiffre 43%

*C'est le pourcentage de femmes qui déclarent avoir vécu avec difficulté leur grossesse sur le plan professionnel. L'annonce de la grossesse à l'employeur est redoutée et longuement retardée par crainte de sa réaction. 17% ont même eu recours à la dissimulation pendant 4 à 6 mois. Seule une minorité a pu bénéficier d'un aménagement du poste de travail. Et les a priori des collègues, masculins mais aussi féminins, sont aussi difficiles à vivre.*



## Agenda

**Lundi 13 juillet, soirée concert contre la répression, Paris.** «Contre la répression syndicale et la criminalisation des mouvements sociaux, le bal des réprimés», à partir de 19h au Parc de Belleville, Paris 20<sup>e</sup>.

**Du dimanche 26 juillet au samedi 1<sup>er</sup> août, les Rencontres internationales de jeunes, Belgique.**

Programme: <http://www.npa2009.org/agir/recontres-internationales-de-jeunes-2015-le-programme>. Plus d'infos: contact-jeunes@npa2009.org

**Du samedi 22 au jeudi 27 août, 7<sup>e</sup> Université d'été du NPA, Port-Leucate.** Plus d'infos et inscription en ligne: <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015>

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Son passage au ministère de l'Intérieur a marqué les esprits. Sa fermeté envers les terroristes, sa proximité et son respect pour les forces de l'ordre, son langage de vérité, lui ont valu la réputation d'un homme d'État déterminé et courageux.*

ÉRIC CIOTTI, député des Républicains, rendant hommage à Charles Pasqua...et «oubliant» la mort tragique à 22 ans de Malik Ousseki qui lui n'aura pas vécu jusqu'à 88 ans.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## CONGRÈS DU PG

## C'est quand qu'ils vont où ?

À quelques jours de son congrès qui se tiendra les 4 et 5 juillet à Villejuif, le PG n'est pas très en forme.

Officiellement, seuls 25% de ses adhérents ont participé au vote sur les plateformes d'orientation, ce qui est extrêmement faible pour un parti qui revendique encore 10 000 adhérents contre 12 500 en 2012. À moins que le pourcentage soit plus important... et le nombre d'adhérents bien plus faible. L'érosion du Parti de gauche n'est pas nouvelle : la crise est ouverte depuis l'après-présidentielle de 2012 et surtout depuis la séquence électorale de 2014 (municipales et européennes) où les résultats obtenus étaient loin des pronostics de la direction. Depuis, un certain nombre de militantEs se questionnent sur le profil même de ces campagnes (le fameux parler « cru et dru ») et globalement sur l'orientation.



PHOTO THÉRIER / MILLO

La retombée de la dynamique de la campagne présidentielle, les « mauvais » résultats des élections suivantes mais aussi le problème récurrent de la démocratie interne a lassé un certain nombre de militantEs voire de dirigeantEs locaux et nationaux. Les démissions fracassantes de Sylvie Aebischer, ex-co-secrétaire du PG dans la capitale, ancienne directrice de campagne de Danielle Simonnet aux municipales de 2014, et de Fabien Marcot, conseiller national du PG et co-secrétaire du comité du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris en sont les derniers exemples. Dans une lettre rendue publique par le journal *Libération*, tous deux critiquent violemment le parti qui serait selon eux une « structure construite autour de l'aura d'un seul homme », ainsi que les décisions prises dans les médias et non dans les instances du parti, de même que la stratégie de la direction qui n'aurait qu'un seul but : mettre Mélenchon sur orbite pour 2017. Ah bon ? Mais comme toujours, face à cette crise, la direction préfère fermer les yeux et continuer comme si de rien n'était...

## Temps de crise, tant de crises...

Du point de vue de l'orientation, la crise est aussi présente. Lors du Conseil national d'avril, plusieurs textes préparatoires au congrès national étaient en lice : la majorité du Bureau national autour du texte « *La vie est à nous* », mais aussi « *Plus belle la vie* » signé notamment par l'ex-co-présidente du PG Martine Billard, ou encore celui défendu par Guillaume Etiévant « *Pour le peuple !* ». Après une nuit de tractations, deux textes ont au final été soumis au vote des militantEs : le premier regroupe toute la direction « *Tout est possible* », l'autre « *Courage et clarté politique* » prône en particulier la sortie de l'euro. Le résultat des votes a donné une majorité à la direction sortante, mais pas franchement écrasante puisque leur texte a seulement obtenu 55%, mettant un peu plus à mal la direction qui cherchera sans doute à élargir sa majorité lors du congrès.

Les difficultés pour le PG, bien réelles, ne semblent donc pas se résorber à la veille du congrès. En particulier, les divisions entre le PG et le PCF, les principales composantes du Front de gauche, s'approfondissent, et la perspectives des élections régionales et présidentielle n'arrangent pas les choses. Pierre Laurent vient d'annoncer sans discussion dans le Front de gauche sa candidature en Île-de-France... sans repousser à aucun moment un accord de second tour avec le PS, et Mélenchon, lui, vient également d'annoncer à demi-mot sa candidature pour les présidentielles de 2017. Sur le congrès de son parti, ce dernier a indiqué que « *Ce sera mon dernier discours au PG. La prochaine fois, soit je serai président de la République, soit j'aurai créé ma fondation* ». Comme si désormais, après avoir épuisé le Front de gauche, après le flop du mouvement pour la sixième république (M6R), le PG ne lui était plus un outil utile... Mauvais temps à l'horizon.

Sandra Demarcq

Ambiguïté et hypocrisie d'un gouvernement qui ne cesse de prétendre défaire le code du travail confronté à la logique de sa politique de la « concurrence libre et non faussée ».

## Une légitime révolte

Jeudi dernier, l'explosion de colère des 2800 chauffeurs de taxis mobilisés à travers le pays est totalement légitime, bien qu'ils n'aient pu éviter de tomber dans le piège d'agresser d'autres travailleurs comme eux, chauffeurs de VTC ou d'UberPop. Du coup, en voyage officiel en Colombie, Valls pouvait s'emporter contre les auteurs des exactions « *qui se trouvent dans les deux camps* »... Un Valls qui ne voit pas l'injustice qui pousse à bout les taxis.

Basé en Californie, Uber s'est étendu partout dans le monde, grâce à son application permettant d'obtenir rapidement une voiture de transport avec chauffeur (VTC). En moins de cinq ans, la société a accumulé près de 50 milliards de dollars ! La startup défie la concurrence en ne salariant pas les conducteurs, ce qui l'exonère de toute cotisation sociale. De quoi susciter la colère des victimes de cette concurrence sauvage.

## Un gouvernement hypocrite

Cazeneuve se dit d'accord avec les taxis qui réclament l'interdiction d'UberPop... mais il invoque le droit pour ne rien faire. Seule une « décision de justice » peut rendre cette interdiction exécutoire. Le préfet de police de Paris a prononcé des interdictions, « *Ça ne change rien, selon le directeur général d'Uber France. C'est un arrêté préfectoral, on va le contester.* »

« *Le gouvernement considère qu'UberPop est une activité illégale* », dit Cazeneuve s'appuyant sur la loi Thévenoud votée en octobre 2014 qui interdit de proposer une prestation de transport routier « à titre onéreux »

TAXIS, UBER ET UBERISATION  
La jungle capitaliste

C'est François Hollande qui le dit : « *UberPop doit être dissous et déclaré illégal, et la saisie des véhicules devra être prononcée et effectuée* ». Un Hollande qui fait face à la révolte des taxis, mais reste impuissant à stopper la machine UberPop...



si l'on n'est pas enregistré comme chauffeur de taxi ou VTC.

Uber conteste la constitutionnalité de cet loi et fait valoir notamment qu'elle porte atteinte au principe d'égalité et de liberté d'entreprendre. Mais Uber a saisi le Conseil constitutionnel non sans avoir demandé à ses chauffeurs de s'inscrire comme auto-entrepreneur et de prendre une assurance en responsabilité civile professionnelle.

## L'uberisation ou le capitalisme sans frein

L'offensive d'Uber s'inscrit dans une offensive plus générale, l'irruption d'entreprises comme Airbnb ou BlaBlaCar, l'économie dite collaborative, masque bienveillant d'une féroce politique capitaliste. Fondée

sur le fait que chacun de nous peut échanger ses propres biens et ses services (louer son appartement, assurer un covoiturage ou transport de personnes, donner un coup de main à son voisin...), cette activité est passée sous la domination de pieuvres capitalistes qui grâce aux techniques numériques mettent les particuliers en relation moyennant finance.

Dans un contexte de chômage, nombreux sont celles ou ceux qui cherchent l'occasion d'avoir un revenu ou un revenu supplémentaire. Tout service peut être l'objet de ce trafic financier. Le numérique permet d'exploiter les petits boulots à grande échelle. Ainsi Amazon a lancé le site Mechanical Turk, sur

lequel des internautes peuvent remplir des micro-tâches... moyennant des micro-salaires. Aujourd'hui, ces « *Turkers* » seraient 500 000 dans le monde. Et Amazon envisagerait de lancer aux États-Unis le service « *On my way* », dans lequel les particuliers remplaceraient les entreprises de livraison pour les derniers kilomètres...

## La coopération, pas l'exploitation

Avec suffisance et arrogance, Jacques Attali pontifie sur le sujet, se félicitant que la société aille « *vers une uberisation du travail en général, qui n'est pas mauvaise en soi* » dans la mesure où les individus pourront « *devenir entrepreneurs de [leur] vie* ». « *Je crois que le statut de demain, c'est le statut d'intermittent du spectacle* »...

Une façon pédante de militer pour la généralisation de la précarité qui, loin de supprimer le salariat, supprime toute protection pour un salarié privé de toute possibilité de négocier le prix de sa force de travail. Une régression sociale considérable face à laquelle les travailleurs n'ont plus d'autre voie que de s'unir pour arracher des mains du capital le contrôle des techniques et des moyens modernes de production, pour les mettre au service de la coopération et des échanges solidaires et non d'une exploitation éhontée et sans borne.

Yvan Lemaître

## FRANÇOIS PÉROL L'homme qui valait 5 milliards

Le 22 juin dernier s'est ouvert à Paris devant le tribunal correctionnel un procès singulier. Le prévenu n'est pas n'importe qui : François Pérol, l'ancien secrétaire général adjoint à la présidence de la République auprès de Nicolas Sarkozy, président en exercice de la Fédération bancaire française et actuel président du directoire de BPCE, l'un des quatre grands groupes bancaires français...

Parmi les plaignants se trouve Sud BPCE, deuxième organisation syndicale dans la branche des Caisses d'épargne, un syndicat atypique dans le milieu bancaire.

Entre 2002 et 2015, la carrière de François Pérol se caractérise par des allers-retours entre la politique et la finance. Dans ses activités politiques, il s'occupe à chaque fois des dossiers financiers, tout particulièrement du dossier des Caisses d'épargne. C'est le cas en 2007 lorsque Sarkozy le nomme secrétaire adjoint à la présidence de la République et qu'il travaille à la création du Groupe BPCE.

En juillet 2009, Pérol est nommé à la tête des Caisses d'épargne, des Banques populaires et de Natixis. À l'époque, les banques ont besoin d'une aide de 5 milliards d'euros pour reconstituer leurs fonds propres et acceptent la désignation de Pérol par l'Élysée. Or la réglementation interdit le débanchage de fonctionnaires par une entreprise dont ils auraient eu, dans l'exercice de leur fonction, le contrôle ou la surveillance. En cas de doute, il est même prévu la saisine de la commission de déontologie. Or François Pérol s'est affranchi de tout cela et tombe sous le coup de la prise illégale d'intérêts (appelée



Sarkozy, Guéant et Pérol en affaire... DR

aussi pantouflage), un délit puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende (article 432-13 du code pénal).

## Un parmi d'autres...

Ce procès a permis de lever le voile sur les relations entre le monde de la finance et celui de la politique, de révéler leurs pratiques, leurs intérêts partagés. Ces deux mondes ne font bien qu'un, car Pérol n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce mélange des genres, à côté des Macron, Monti, Draghi ou autre Papademos... Ainsi, dans un message électronique du 29 mai 2007, Charles Milhaud,

à l'époque président du Groupe des Caisses d'épargne, qui vient de passer deux heures avec Pérol confié à l'avocat François Sureau ses impressions sur l'intéressé : « *il faudra, à un moment donné, que nous allions le voir. Je le trouve bien disposé... et désireux de favoriser une belle opération stratégique comportant démutualisation totale ou partielle* ». Voilà bien le cœur de ce procès : faire abandonner par les Caisses d'épargne leur statut mutualiste et jeter avec l'eau du bain de la démutualisation leurs missions d'intérêt général de protection de l'épargne populaire et

de financement du logement social assurées en partenariat avec la CDC. Sureau rapporte que Pérol lui aurait confié qu'« *il regrettait que le mutualisme ne stérilise une part trop importante de l'épargne nationale* ». Ainsi, pour faire un clin d'œil à une célèbre série télévisée, Pérol était « *l'homme qui valait 5 milliards d'euros* ». Lors de son procès, Pérol a essayé de minimiser son rôle et de justifier la non-saisine de la Commission de déontologie. Mais personne n'a pas été dupe et le procès a bien confirmé que Pérol et Guéant, son supérieur hiérarchique de l'époque, se sont affranchis des règles et ont procédé à un « *habillage déontologique* », pour reprendre les mots du juge d'instruction.

En engageant une action contre François Pérol, Sud BPCE a voulu avant tout défendre un groupe mutualiste menacé dans ses principes mêmes, faire en sorte que la loi qui vaut pour tous s'applique à tous, protéger l'avenir de dizaines de milliers de salariéEs et leur assurer des conditions de travail décentes et conformes à l'éthique qui doit être celle d'un Groupe mutualiste au service de ses clients et non à celui d'une poignée de mercenaires.

Patrick Saurin

# ITALIE Renzi organise l'accueil « différencié » des migrants

À la fin du sommet de l'Union européenne à Bruxelles, le Premier ministre Renzi a déclaré « L'Europe accepte la redistribution de 40 000 hommes et femmes arrivés sur nos côtes et sur les côtes grecques »...

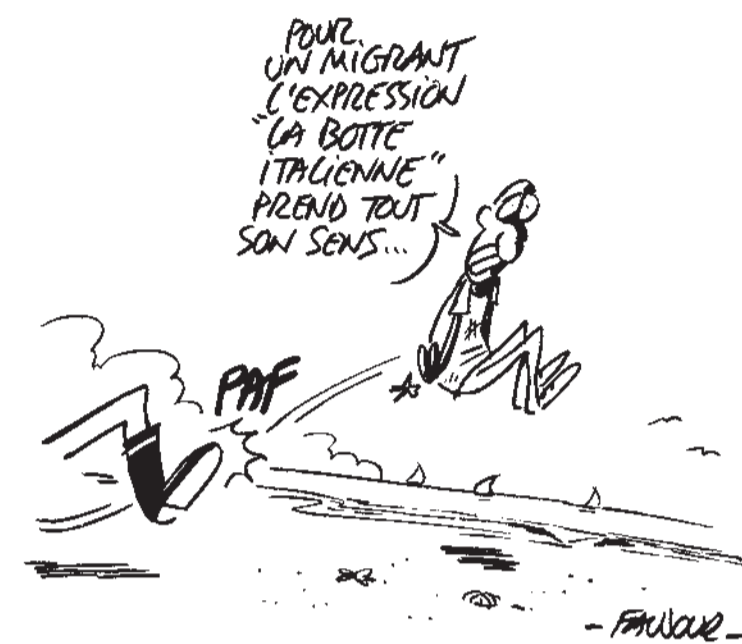
C'était bien leur problème : comment redistribuer au sein de l'Union européenne 40 000 migrants débarqués en Italie et en Grèce ayant tous droit à la protection internationale. À Bruxelles, aucun quota obligatoire aux pays de l'Union n'a été imposé, un bloc de l'Est (Pologne, Slovaquie, Lettonie et Bulgarie) s'y est opposé, provoquant la colère de Renzi.

## Des structures d'accueil sordides

Renzi voudrait se débarrasser du plus grand nombre possible de migrants parce que le système d'accueil italien est désormais sur le point de s'effondrer. Des structures sordides gérées pour empocher de grosses sommes d'argent sur la peau de ceux qui s'enfuient des ruines semées par l'Occident dans les pays d'Asie et d'Afrique. C'est aussi de cela dont parle une enquête nommée *Mafia Capitale*, qui est en train de secouer la municipalité de Rome, mais qui concerne tout le système italien. Celle-ci a mis à nu une joint-venture entre clans mafieux, milieux fascistes et coopératives liées au PD et à des organisations catholiques réactionnaires telles que *Comunione e Liberazione*.

Les dernières données de l'UNHCR, l'agence de l'ONU pour les réfugiés, ont révélé que le nombre de migrants arrivés par voie maritime depuis le début de l'année est de 62 000 en Italie et de 63 000 en Grèce.

Généralement aligné sur les positions du PD, les associations



italiennes n'arrivent pas à cacher leur déception, leur désillusion, pour cette souris dont a accouché la montagne. Et on continue à débattre de chiffres ridicules qui en fait ne tiennent nullement compte des dimensions réelles du phénomène. Ainsi le seul Liban, dont la surface correspond à la moitié de celle de la Lombardie, abrite actuellement plus d'un million de réfugiés. Et rien que pour les Syriens, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a demandé l'accueil de 130 000 personnes.

## Triage gouvernemental

L'an dernier, l'Italie a vu débarquer 170 000 personnes dont 100 000

ont choisi de ne pas demander l'asile en Italie et de continuer leur route vers l'Europe du Nord. Ce sont celles et ceux que l'on appelle des « transitants », mais le Règlement de Dublin, qui stipule que l'asile doit être demandé au premier pays européen où l'on entre, non seulement n'a pas été amélioré, mais tout laisse entendre qu'il sera même appliqué avec toujours plus de rigidité. Et sur la base des chiffres du premier semestre 2015, l'Italie se retrouverait à devoir traiter rapidement plus du double de demandes qu'aujourd'hui. Et la mauvaise qualité de l'accueil ne fait qu'alimenter racisme, gaspillages et corruption. Le gouvernement a inventé une sorte

d'accueil « différencié », essayant de trier de façon tout à fait arbitraire les personnes qui méritent d'être accueillies et celles qui ne le méritent pas, placées dans les régions du Nord ou dans celles du Sud : au Nord les « bons » (les réfugiés), au Sud les « mauvais » (migrants économiques ou irréguliers) à « renvoyer à l'expéditeur »... Les gares des villes les plus importantes sont devenues des dortoirs pour les « transitants », et dans les quartiers où se trouvent des centres dit d'accueil ou des camps nomades (condamnés par les tribunaux italiens et internationaux) se déchaîne la réaction, les résidents appuyés par des fascistes et membres de la Lega (la Ligue du Nord).

## Repenser radicalement les politiques migratoires

Une telle situation, un tel traitement, va continuer à pousser des personnes désespérées dans les bras des trafiquants tant que l'on n'offrira pas d'alternatives légales et sûres aux traversées dangereuses sur des embarcations précaires.

En l'absence d'une présence importante de la gauche radicale, avec la défaillance des syndicats, le paysage politique italien est incapable de repenser radicalement les politiques migratoires afin que les besoins des personnes concernées soient mises au centre des efforts pour affronter cette crise. L'Italie s'est alignée sur une vision générale de l'Europe de la bourgeoisie, « sécuritaire » dans sa gestion de l'urgence migratoire.

De Rome, *Checchino Antonino*

# USA Le racisme tue toujours

Le 17 juin, 9 Afro-Américains ont été assassinés dans l'église AME à Charleston, Caroline du Sud. L'assassin, un suprématiste blanc âgé de 21 ans, Dylann Roof, est présenté par les médias dominants comme un « désaxé »...

Mais ce type de folie meurtrière s'inscrit dans un contexte général de violence raciste à l'égard des Noirs, que cela soit de la part de racistes blancs qui ont tout loisir de répandre leur haine, et de s'armer, ou de la police.



Le drapeau du racisme flotte au vent... DR

## Se débarrasser du racisme... ou de son drapeau ?

Le lendemain, les drapeaux étaient en berne à Charleston... sauf le drapeau confédéré, à quelques mètres du Capitole de l'État. Cela a entraîné un débat national : pourquoi ce drapeau de la Confédération regroupant les États esclavagistes du Sud vaincus lors de la guerre de Sécession (1861-1865) se trouvait-il toujours là ? Selon ses défenseurs, ce drapeau ne représenterait pas la haine de l'autre mais simplement un « héritage »... Oui, un héritage du racisme qui perdure encore ! Alors qu'à la fin de la guerre de Sécession, les politiciens du Nord avaient promis l'égalité aux Noirs, ils ont vite reculé face au pouvoir des anciens propriétaires d'esclaves, et en retirant les troupes fédérales du Sud en 1877, ont mis fin à une période de démocratie politique et sociale dans le Sud et permis à la ségrégation de se mettre en place.

Si le mouvement des droits civiques a mis fin à la ségrégation du point de vue juridique dans les années 1960, tous les gains ont été escamotés par de nouvelles attaques contre la communauté noire, par le chômage et l'incarcération de masse des Noirs pour des délits non violents dans le cadre de la guerre contre la drogue.

## De Ferguson à Charleston

Si le racisme du Sud offre les caractéristiques les plus outrancières, avec l'utilisation du drapeau confédéré et d'autres symboles réactionnaires, ainsi que l'existence de nombreux groupes suprématistes blancs, les meurtres d'Afro-Américains par les policiers (un toutes les 8 heures) sont un phénomène national, tout comme la ségrégation et l'exclusion des Noirs de toute opportunité économique.

Les candidats favoris républicain et démocrate à la présidentielle de 2016, Jeb Bush et Hillary Clinton, et le président Obama, sont favorables au retrait du drapeau confédéré, en espérant que cela calme les ardeurs de tout ceux qui luttent contre le racisme.

Depuis août 2014 et l'assassinat par la police du jeune Michael Brown à Ferguson, Missouri, les mobilisations de masse que ce crime a enclenchées ainsi que leur brutale répression par les forces de police militarisées ont attiré l'attention des médias et donné la possibilité à une nouvelle génération militante de prendre la rue et de refuser le « business as usual » des vieux leaders liés au Parti démocrate. Cependant, avec la cooptation d'une partie de la vieille génération militante afro-américaine et la brutale répression qui s'est abattue sur ses éléments les plus radicaux, tout est à reconstruire.

Stan Miller

# PALESTINE L'impasse de la « réconciliation »

Une fois de plus, les divisions entre les deux principaux courants du mouvement national palestinien (Fatah et Hamas) ont éclaté au grand jour, avec la récente décision du clan Abbas de dissoudre le gouvernement de l'Autorité palestinienne (AP) et d'en former un nouveau.

Or le gouvernement actuel est supposé être un « gouvernement d'union nationale » suite à un accord signé en avril 2014. Depuis l'annonce de la dissolution, des rencontres ont eu lieu entre représentants du Hamas et du clan Abbas, mais aucun compromis n'a été, jusqu'à présent, obtenu.

## La fin de l'illusion de la « réconciliation nationale » ?

Ces événements confirment ce que nous signalions il y a un an : l'accord dit « d'union nationale » était un accord précaire qui ne reposait sur aucun programme politique, essentiellement motivé par les intérêts respectifs d'un Hamas isolé et asphyxié à Gaza et d'un Abbas largement décrié par la population palestinienne. En signant le texte de la « réconciliation », les deux principaux courants du mouvement national ne s'engageaient pas dans un processus viable : « Simple subterfuge, [l'accord] a été adopté par ses signataires sur la base d'une convergence conjoncturelle d'intérêts organisationnels, mais en l'absence d'un rapprochement politique de fond ».



À quoi sert-il ? En tout cas pas beaucoup à la lutte du peuple palestinien... DR

Durant un an, l'accord n'a été que très partiellement appliqué et ses points aveugles, notamment le contrôle et les activités des services de sécurité palestiniens, n'ont pas été clarifiés. Aujourd'hui le Hamas accuse le gouvernement de technocrates (basé à Ramallah) de n'avoir eu aucune politique vis-à-vis de la bande de Gaza, qu'il s'agisse du versement régulier des salaires des fonctionnaires ou de la participation financière à la reconstruction des bâtiments détruits lors des bombardements israéliens de l'été dernier. Ramallah accuse de son côté le Hamas d'empêcher

le gouvernement d'agir à Gaza et de refuser de renoncer à son contrôle exclusif sur l'enclave côtière. Les récents développements ne sont que l'expression d'une vérité simple : malgré l'accord signé en avril 2014, il n'y a jamais eu de réelle « réconciliation ».

## Co-gérer l'occupation ou la combattre ?

L'échec de la réconciliation (et ce quand bien même un nouvel accord ponctuel serait trouvé à court terme) illustre les impasses dans lesquelles le mouvement national « historique » est engagé. L'accord d'avril 2014 portait

en effet sur la « gouvernance » de l'AP, et non sur un programme de lutte pour la libération. Il s'agissait de s'entendre sur la place des uns et des autres au sein d'une structure politico-administrative (l'AP) financée par les pays occidentaux, structure dont la fonction est de gérer la vie des Palestiniens sous occupation, et non de s'accorder sur une stratégie commune dans la lutte contre l'occupation dans le cadre du combat national. Ces affrontements entre appareils, qui concernent essentiellement la répartition des ressources financières, la gestion des services de sécurité et la légitimité internationale, n'intéressent plus la population des territoires occupés, ni les militants anti-occupation. 20 ans après la signature des accords d'Oslo, ceux-ci ont en effet bien compris que la seule « réconciliation » possible et utile pour le peuple palestinien serait une réconciliation autour d'un programme et d'une stratégie pour la libération nationale, ce qui passe nécessairement par une rupture avec le carcan d'Oslo, une confrontation avec les appareils obsédés par leurs intérêts matériels et symboliques et, probablement, par une dissolution de la structure Autorité palestinienne.

Julien Salingue

1- Jean-François Legrain, « Le leurre de la « réconciliation » entre le Fatah et le Hamas », *Orient XXI*, 2 juillet 2014.

## La dette publique, un mécanisme permanent du capitalisme

Depuis la crise de 2008, la dette publique (celle des États, des organismes publics, des collectivités locales) a prodigieusement gonflé : il a fallu sauver les banques et cela s'est ajouté au coût des cadeaux fiscaux faits depuis des années aux grandes entreprises et aux revenus élevés. Le capitalisme néolibéral met en effet en concurrence, non seulement les travailleurs des différents pays (qui sont toujours « *trop chers* » pour les patrons) mais les systèmes fiscaux. Il y a donc une course au « moins-disant fiscal » en faveur de ceux qui peuvent délocaliser leurs revenus et leurs capitaux là où l'impôt est faible. D'où moindres rentrées fiscales, déficit du budget et endettement... Les gens que nous croisons au travail ou ailleurs ont tendance à assimiler la dette publique à la leur : si on dépense et qu'on a besoin d'un prêt, on le rembourse et c'est normal, tout au plus contestent-ils le montant des intérêts. Nous n'allons pas discuter ici s'il est normal que, pour satisfaire un besoin aussi élémentaire que le logement, le choix soit souvent entre un loyer élevé et un endettement pour des années...

En fait, la dette publique est un mécanisme permanent du capitalisme que Marx décrivait ainsi à propos de la France de 1848 : « *À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or,*

*La dette publique a une double nature : gigantesque mécanisme d'expropriation en faveur des capitalistes et instrument de chantage sur les gouvernements.*



chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables.»

### Une seule solution, l'annulation !

Ces caractéristiques, nous les voyons en œuvre par exemple dans la dette grecque, telle qu'elle

a été disséquée par le Comité pour la vérité sur la dette publique grecque. Mais la dette publique n'est pas seulement un mécanisme d'extorsion, c'est aussi un moyen de conditionner les politiques des États.

Ainsi en 1869, le Premier ministre anglais Gladstone parle d'« *utiliser le levier de l'emprunt, à un moment propice, afin de conduire la Grèce à prendre des mesures intérieures pour une réduction réelle de ses*

dépenses, ce qui lui ouvrirait la voie vers plus de rigueur et de crédit (crédibilité.) » Un État endetté qui veut mener une politique s'écartant des prescriptions de la finance est rappelé à l'ordre par les marchés financiers et les agences de notation à leur service. Et le taux des intérêts qu'il doit verser augmente de plus en plus.

Un État qui voudrait mettre en œuvre une politique favorable aux travailleurs, aux classes populaires, est inévitablement confronté au problème de la dette. Faut-il utiliser les ressources budgétaires disponibles à la payer ou à prendre les mesures sociales nécessaires ? Un tel gouvernement n'aurait pas de raison d'assumer la charge des politiques passées au service d'une minorité exploiteuse. Il faut donc arrêter de payer les intérêts et aller vers une annulation de la dette (en préservant les petits porteurs et les systèmes de retraite) sans se soumettre à des négociations avec les créanciers. Bien entendu, ceux-ci se défendront : il faudra donc leur ôter tous leurs instruments de nuisance, en socialisant le système bancaire et en contrôlant les capitaux. L'annulation de la dette n'est donc qu'une des mesures nécessaires pour aller de l'avant, vers une transition sociale et écologique.

Henri Wilno

# DETTES PU

## Pas d'iss

## arrêter



## Des chiffres et des dettes

La « discussion » entre la Grèce et ses « créanciers européens » porte notamment sur le caractère et les origines de la dette publique.

Dans le long terme, la situation de la Grèce ne renvoie pas à des dépenses exagérées : les dépenses publiques du pays se situent dans la moyenne de celles de l'Union européenne et les dépenses sociales et d'éducation sont globalement faibles, au contraire par exemple des dépenses militaires. Mais elle est la conséquence d'une fiscalité injuste qui profite aux privilégiés, qui de plus exportent frauduleusement leurs capitaux.

Ces dernières années, la situation de la Grèce résulte évidemment de plus de 5 ans de politique d'austérité (des gouvernements grecs précédents), ce qui a entraîné une baisse d'environ 25% (!) du PIB depuis 2009. Sans cette politique imposée par la Commission européenne et le FMI, en admettant simplement une stagnation du PIB, le ratio de la dette pour la Grèce serait de 148%, c'est-à-dire proche de celui de l'Italie ou du Portugal.

### Qui aide qui ?

Par ailleurs, il faut remarquer que ce que les créanciers – et les journalistes à leur service – appellent « l'aide à la Grèce » a consisté à accorder au gouvernement grec, sous



conditions sévères, les moyens de rembourser les banques étrangères (principalement allemandes et françaises).

Ainsi, en juin 2013, Attac Autriche a publié une étude détaillée pour identifier les véritables bénéficiaires de cette « aide » entre mai 2010 et juin 2012 : sur un total de 206,9 milliards d'euros, il est ressorti que 77% ont été affectés au secteur financier. L'étude précise que « *ces 77% constituent... un minimum d'un montant qui a pu être sous-estimé.* »

La politique d'austérité imposée partout en Europe n'a pas pour objet un soi-disant « retour de la croissance », mais bien de casser définitivement le « modèle social » européen. Pour les autorités européennes, le peuple grec, qui a refusé dans les urnes cette évolution, doit

être immédiatement sanctionné. C'est le sens de leur acharnement. Jacques Cherboung

### Les dettes publiques dans la zone Euro

Dette publique / PIB en 2014 (en %)	
GRÈCE	185,4
ITALIE	146,0
PORTUGAL	141,1
BELGIQUE	123,4
IRLANDE	118,3
FRANCE	118,1
ROYAUME-UNI	109,4
ESPAGNE	105,3
AUTRICHE	95,2
ALLEMAGNE	81,2
PAYS-BAS	80,6
FINLANDE	71,1
SUÈDE	64,2
DANEMARK	59,7
POLOGNE	56,4
LUXEMBOURG	31,9

Source : OCDE

## France : la dette publique augmente malgré des taux très bas

La dette publique française a pris son envol dans les années 1970... Pendant les Trente Glorieuses, le budget de l'État était à peu près équilibré. Mais la crise a changé la donne et les déficits publics se sont accumulés...

Au cours des années 1980 et au début des années 1990, les taux d'intérêt étaient très élevés pour lutter contre l'inflation (« désinflation compétitive ») et maintenir la parité avec le mark allemand. N'étant pas financé directement par la Banque centrale, l'État a emprunté sur les marchés financiers à des taux très élevés, alimentant un « effet boule de neige » de la dette.

À partir du milieu des années 1990, les taux d'emprunt de l'État ont progressivement baissé pour atteindre aujourd'hui un plus bas historique, avec des taux à 10 ans autour de 2%. Du coup, le poids de la dette s'est stabilisé autour de 60% du PIB jusqu'à la crise de 2007. Ensuite, l'accroissement des déficits publics a provoqué une hausse du taux d'endettement public malgré des taux au plus bas. Et la dette publique représente désormais 95% du PIB.



### La charge de la dette...

En raison de la faiblesse des taux, la charge de la dette (paiement des intérêts aux créanciers de l'État) n'est plus le premier poste de dépenses de l'État cette année. Elle repasse derrière l'enseignement scolaire, mais elle atteint tout de

même 44,3 milliards d'euros (en baisse de 2,3 milliards par rapport à 2014).

Malgré les efforts de la Banque centrale européenne pour maintenir les taux au plus bas, on ne peut exclure une remontée des taux, voire un « krach obligataire ». Une sortie de la Grèce de l'euro (et donc un défaut grec) aurait des conséquences difficiles à appréhender, mais elle provoquerait forcément une remontée des taux dans les pays les plus fragiles de la zone euro, y compris la France.

La charge de la dette serait alors accrue, rendant encore plus nécessaire la répudiation de la dette, que nous concevons dans le cadre d'une rupture anticapitaliste avec le système monétaire actuel.

### Gaston Lefranc

Sur la dette publique française, le rapport du CAC (comité d'audit citoyen), « Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France » : <http://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>

# PUBLIQUES

## Issue sans

### de payer



## « C'est la population grecque qui doit décider, sachant qu'aujourd'hui la Grèce est dans l'incapacité de rembourser sa dette et qu'elle fondée en droit de ne pas le faire. »

**Entretien.** Syndicaliste dans la banque et militant du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), **Patrick Saurin** est l'auteur de nombreux articles et a participé à plusieurs ouvrages sur la dette publique. C'est à ce titre qu'il a participé au Comité d'audit pour la vérité sur la dette publique grecque.

**Tu as participé au Comité pour la vérité sur la dette publique grecque. En peu de temps, vous avez produit un rapport préliminaire de plus de 60 pages bourré d'informations'. Peux-tu nous dire comment le Comité a travaillé ?**

Dans notre comité, constitué d'une trentaine de personnes (une quinzaine originaires de Grèce, une quinzaine venant d'une dizaine de pays), avec des champs de compétence touchant à l'économie, aux statistiques, à l'audit, au droit, en particulier les droits humains, nous nous sommes répartis les tâches et avons travaillé méthodiquement. Tout d'abord, nous avons procédé à une définition des termes de dettes illégales, illégitimes, odieuses et insoutenables<sup>2</sup>. Ensuite, nous avons étudié l'évolution de la dette avant la troïka (entre 1980 et la fin des années 2000). L'essentiel de notre étude a porté sur la période qui a suivi, de 2010 à nos jours. Nous avons analysé l'évolution de cette dette, sa répartition entre les différents créanciers, les mécanismes au cœur des fameux mémorandums (de 2010 et 2012). Nous avons établi que les conditionnalités attachées aux mémorandums rendaient la



dette insoutenable et se traduisaient au quotidien par la violation caractérisée à grande échelle de droits humains fondamentaux. Enfin, après avoir soulevé tous les manquements juridiques afférant à ces protocoles d'accord et aux conventions de financement, nous avons démontré que les dettes de la Grèce à l'égard du FMI, de la BCE, du FESF (Fonds européen de stabilité financière), des États (les prêts bilatéraux) et des créanciers privés sont illégales, illégitimes, odieuses et insoutenables.

Nous avons conclu notre rapport en proposant aux autorités grecques des pistes de droit, de nature à leur permettre de suspendre et de répudier leur dette, et ce conformément à la décision de création de notre Commission du 4 avril 2015 qui lui confiait la tâche de « rédiger des arguments et des demandes relatifs à l'annulation de la dette ». Nous avons établi que, au vu de sa situation actuelle, la Grèce était fondée à invoquer l'état de nécessité pour suspendre unilatéralement le remboursement de sa dette publique insoutenable.

**Avez-vous pu avoir le concours des administrations grecques ou d'agents de ces administrations pour comprendre la façon dont certaines décisions dommageables au pays avaient pu être prises par les gouvernements antérieurs ? Dans le même sens, avez-vous pu auditionner des fonctionnaires du FMI, de la BCE, etc. sur les mécanismes et les raisons de leurs décisions ?**

Lors de nos séances, beaucoup de ministres et de hauts fonctionnaires présents ont manifesté leur soutien pour notre démarche et ont pris l'engagement de mettre leurs services à notre disposition. Mais cela n'est pas évident dans la pratique, car dans les ministères et la haute administration se trouvent encore de nombreux soutiens des anciens partis corrompus. Curieusement, c'est le ministre de la Défense, Panos Kammenos (membre du parti ANEL), qui a été un des premiers à ouvrir les portes de son ministère à une délégation de notre comité. La visite a été fructueuse puisqu'a été évoqué

le cas de transactions financières entre l'ancien gouvernement grec et des sociétés d'armement... transactions réalisées sans contrat ! Un des obstacles essentiels réside dans la Banque de Grèce, plus particulièrement son président Yannis Stournaras qui en est le gouverneur depuis juin 2014 et qui refuse de communiquer la moindre information, invoquant le fallacieux prétexte du secret bancaire. Pourtant, nous aurions beaucoup à apprendre des documents détenus par la Banque centrale.

Nous avons auditionné Philippe Legrain, l'ancien conseiller de Barroso, qui a affirmé que le refus de restructurer la dette grecque en 2010 était motivé par le souci de protéger les grandes banques (en particulier françaises et allemandes) dont le défenseur inconditionnel à l'époque n'était autre que Jean-Claude Trichet, alors président de la BCE. Nous avons également entendu Panagiotis Roumeliotis, ex-représentant de la Grèce au FMI. M. Roumeliotis a confirmé les propos de M. Legrain sur les pressions exercées au sein du FMI par les représentants français et allemands pour refuser une restructuration en 2010 qui aurait entraîné de lourdes pertes pour les banques de leur pays. Répondant à une question relative à la façon dont le FMI prenait en compte les droits humains fondamentaux, M. Roumeliotis a déclaré : « dans les discussions du FMI, les droits de l'homme ne sont pas discutés, ils ne figurent même pas en note de bas de page »...

**Vous établissez clairement que, contrairement à ce qui se dit, la dette grecque ne résulte pas de dépenses publiques excessives, notamment en matière sociale. Peux-tu nous rappeler les principales conclusions du rapport quant à l'origine et au gonflement de la dette ?**

En effet, les causes sont à chercher ailleurs que dans un prétendu emballement des dépenses publiques. Entre 1980 et 2007, l'effet « boule de neige » (qui se déclenche lorsque le taux d'intérêt apparent sur la dette est supérieur à la croissance du PIB nominal) explique les 2/3 de l'augmentation de la dette. On relève également des dépenses militaires excessives qui ont contribué à la dette pour 40 milliards d'euros entre 1995 et 2009 ; 30 milliards d'euros de pertes de recettes fiscales entre 2003 et 2009 du fait de sorties illicites de capitaux ; enfin un déficit croissant de la balance des paiements après l'entrée de la Grèce dans la zone euro. Entre 2010 et 2015, le gonflement de la dette opérée dans le cadre des deux mémorandums est essentiellement dû au sauvetage des banques privées qui ont reçu plus de 80 % des fonds

prétendus « plans d'aide », plans dont l'objectif principal était de transférer des banques privées les titres grecs et leurs risques sur la sphère publique, c'est-à-dire sur les contribuables.

**Pourtant les créanciers ne veulent rien lâcher, en tout cas pour le moment. Que peut-il se passer désormais ?**

Honnêtement, personne je pense ne peut le dire. En tout état de cause, la population grecque doit prendre toute sa place dans ce débat car c'est elle qui doit décider, sachant qu'aujourd'hui la Grèce est dans l'incapacité de rembourser sa dette et qu'elle fondée en droit de ne pas le faire. Ce souhait vient d'être exaucé...

**Une campagne intense de propagande est menée par l'Union européenne pour convaincre les populations que l'annulation de la dette grecque leur coûterait cher. Michel Sapin a parlé de 735 euros par Français. Que peut-on répondre à de tels bobards ?**

Une fois de plus, la campagne de désinformation fonctionne à plein, avec des médias squattés à longueur de journée par les tenants de l'orthodoxie néolibérale, ne reculant devant aucun mensonge. Je renvoie ici à la réponse apportée par le Collectif d'audit citoyen dans sa plaquette *Grèce : petit guide contre les bobards médiatiques*<sup>3</sup>, où il est expliqué que les engagements de la France à l'égard de la Grèce sont déjà comptabilisés dans la dette publique française. En cas de défaut de la Grèce, si la France devait emprunter pour compenser les 40 milliards que la Grèce doit à notre pays, la charge d'intérêts ne dépasserait pas 15 euros par Français et par an. Nous sommes bien loin des 735 euros. Je relève que les journalistes sont moins disert sur les coûts supportés par les Français du fait de la crise générée par les banques privées, et encore moins prolixes sur le rapport de la Commission d'audit... **Propos recueillis par Henri Wilno**

1 – Synthèse en français du rapport préliminaire de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque : <http://cadtm.org/Synthese-du-rapport...>

Texte complet en anglais : <http://cadtm.org/Preliminary-Report-of-the-Truth>

2 – En résumé, une dette illégale est une dette qui ne respecte pas la Constitution, les lois et le droit. Une dette illégitime est une dette qui bénéficie à une petite minorité et non à l'ensemble de la population. Une dette odieuse est une dette mise en place par un créancier qui décide en connaissance de cause de ne pas respecter les principes démocratiques avec pour conséquence la violation de droits humains fondamentaux. Enfin, une dette est insoutenable lorsque son remboursement empêche un État d'honorer ses obligations en matière de droits humains fondamentaux.

3 – <http://www.audit-citoyen.org/?p=6374>

## Dette publique et dette privée : les vases communicants

**Avant la crise, la dette privée a fortement augmenté : l'offre de crédit a été stimulée par les taux d'intérêt très bas des banques centrales, la quête du profit bancaire, et la certitude que les autorités publiques ne laisseraient pas une grande banque faire faillite (« too big to fail »)...**

La demande de crédit a été également forte, non pas pour investir dans l'économie réelle (en raison de la faiblesse persistante du taux de profit), mais pour spéculer. Le résultat a été la constitution de bulles boursières et immobilières, et donc de profits fictifs très importants. Mais quand l'endettement progresse beaucoup plus vite que la création de valeur dans l'économie réelle, une crise de la dette est inéluctable.

C'est ce qui s'est produit à partir de 2007. Et les États n'ont pas laissé le mécanisme « naturel » de la crise se dérouler, à savoir la faillite de grands groupes en difficulté et le désendettement global qui va avec. Ils sont intervenus au secours des capitalistes : recapitalisation de banques en difficulté, amplification des cadeaux fiscaux, etc. Du coup, les déficits publics ont explosé, et donc le stock de dette publique, ce qui a ensuite justifié les plans d'austérité contre les travailleurs pour rembourser ces nouveaux emprunts.

Le cas le plus édifiant est celui de l'Irlande où la dette publique est passée de 25% du PIB en 2008 à 120% en 2013 suite au renflouement massif du secteur bancaire qui menaçait de s'effondrer.

**Crise de rentabilité du capital**

À l'échelle mondiale, la dette globale (publique et privée) n'a pas diminué depuis le déclenchement de la crise, bien au contraire : de 160% du PIB mondial en 2001, à 200% en 2009... et 215% en 2013. Depuis le déclenchement de la crise, le taux d'endettement total par rapport au PIB ralentit aux USA et au Royaume-Uni, mais il accélère en France ou en Italie. Surtout, il a explosé en Chine, où ces 15 dernières années, la dette a crû trois fois plus vite que le PIB : de 150% du PIB à plus de 250% aujourd'hui, même si le gouvernement a réussi à stabiliser ce ratio ces derniers mois.

La dette publique a fortement augmenté en Espagne (passant de 40% du PIB à 100% du PIB entre 2008 et 2014) où la dette privée a fortement

baissé (passant de 200% à 160% du PIB). Aux USA et au Royaume-Uni, les entreprises et ménages se sont désendettés légèrement au détriment de l'État, ce qui a permis une certaine reprise économique. En revanche, en France, la dette privée continue à augmenter conjointement à la dette publique. La montée en flèche de l'endettement public depuis la fin des années 1970, le franchissement d'un nouveau palier à partir de 2008, sont l'expression de la crise du capitalisme et de la nécessité pour les États bourgeois d'intervenir pour limiter la crise de rentabilité du capital. Mais la dette privée n'a pas été purgée suffisamment pour faire repartir l'accumulation du capital : une partie importante des profits des entreprises doit servir à rembourser leur dette, ce qui limite leur investissement, et donc la croissance. Pour qu'il y ait une véritable reprise économique, il faudrait que les entreprises se désendettent fortement. On en est très loin aujourd'hui...

**Gaston Lefranc**

ROUEN (76)

## Ras-le-bol à la mairie!

Pendant trois jours, du 20 au 22 juin, à l'appel de l'intersyndicale CGT-Sud-CFDT-FO-CGC, les agents de la mairie de Rouen ont fait grève.

Des services ont été fermés (crèches, bibliothèques, restauration scolaire, accueil principal de la mairie), et d'autres ont fonctionné à minima. Certains agents ont fait grève pour la première fois. De mémoire de syndicalistes, c'est une mobilisation sans précédent qui a eu lieu à la mairie de Rouen.

Un rassemblement a été organisé devant le musée des Beaux Arts avec le soutien d'élèves du conservatoire de musique, menacés d'être touchés par des augmentations significatives de tarifs pénalisant les plus pauvres. Le week-end, la grève des agents des services de la propreté s'est fait remarquer par l'absence de nettoyage, notamment sur les places des marchés, montrant l'utilité de ces agents à l'ensemble de la population.

Lundi 22, sur les 3000 agents que compte la mairie, dont 700 précaires (surtout dans les écoles, la restauration, les centres de loisirs), 500 agents se sont réunis en AG et ont pris place au sein de



En AG à l'hôtel de ville de Rouen lundi 22 juin. DR

la salle du conseil municipal à la place habituelle des élus et du maire. Signe que le malaise et le ras-le-bol des agents (y compris de certains cadres) sous pression sont profonds et ne datent pas d'aujourd'hui. Beaucoup de colère s'est exprimée face au refus du maire de ne pas reconnaître le mal-être lié à la détérioration des conditions de travail due au manque de personnel et à la précarité.

### Ça ne fait que commencer...

Les grévistes attendent du maire qu'il les écoute, qu'il prenne en considération leur souffrance au travail et leurs demandes de moyens afin de travailler dans de meilleures conditions, et d'être en capacité d'assurer les services dont ils ont la charge. Ils-elles veulent que soit mis fin à la précarité afin de pouvoir vivre décemment.

Si ces conditions ne sont pas réunies, les agents pourraient bien se manifester de nouveau à la rentrée de septembre. L'idée du « tous ensemble » scandée lors de l'AG était bien présente. D'ici-là un rendez-vous est donné le lundi 6 juillet à 18h lors du prochain conseil municipal pour demander aux élus de ne pas voter l'augmentation des tarifs du conservatoire de musique.

Par le passé, la mairie de Rouen a fait le choix de renégocier les emprunts toxiques contractés par l'ancienne municipalité en payant une contribution de 5,3 millions d'euros au lieu d'engager une action en justice auprès des banques. Pourtant cet argent aurait pu servir à des services rendus à la population. D'autres choix sont possibles: il suffit de vouloir répartir les richesses autrement!

CSMH

# AIR FRANCE Concurrence capitaliste, partenariat... contre les salariéEs!

Ami le matin, ennemi le soir... ou vice versa (proverbe chinois). La communication d'Air France est claire: le monde aérien regorge de concurrents de toutes sortes qui sont autant d'ennemis pour la compagnie nationale...

Ces «ennemis» seraient les compagnies du Golfe qu'il faut interdire d'accès aux aéroports européens, les low-cost avantageés par des coûts salariaux plus bas, et évidemment les «ennemis héréditaires» que sont Lufthansa et British Airways...

### Ennemis... ou amis?

Mais quand on regarde de plus près c'est un peu plus compliqué. Le PDG d'Air France-KLM n'hésite pas à proposer à l'Union européenne – en commun avec les PDG de Lufthansa, Ryanair, Easyjet et d'IAG (British Airways et Iberia) – «des mesures à prendre pour améliorer la compétitivité des compagnies européennes». Autrement dit comment payer encore moins d'impôts et de charges.

Et dans le même temps, les liens se resserrent entre Air France-KLM et Etihad (Émirats arabes unis). Le partenariat prend forme et la presse se fait écho du fait qu'Etihad pourrait entrer dans le programme de fidélisation Flying Blue, programme qui distribue des billets gratuits en fonction des distances parcourues par les hommes d'affaires (ce qui permet d'avoir un avantage non déclaré aux impôts...). Et dans la présentation au «management meeting» du 15 juin dernier, Frédéric Gagey, le PDG d'Air France, indiquait que des nouvelles alliances sont à l'étude, peut être avec Emirates et Easyjet.

### Offensives contre le «coût du travail»

Pour toutes les directions des compagnies aériennes, l'ennemi est le même: le fameux «coût du travail». Pour elles, il s'agit de baisser leurs coûts unitaires sur leur seule variable d'ajustement:



Air France - Lufthansa: du pareil au même... DR

les salariéEs du transport aérien, qu'ils soient français, européens ou d'ailleurs.

Et à l'échelle européenne, les attaques portent désormais sur les pilotes. Depuis le début de 2015, des grèves de pilotes ont eu lieu chez German Wings (peu avant le crash volontaire de l'A320), Norwegian, Alitalia, Lufthansa et TA Portugal... À Air France, le PDG du groupe annonce de nouvelles attaques contre les personnels pour la rentrée de septembre, et commence par attaquer le syndicat des pilotes en justice pour non-respect de l'accord Transform, accord signé en 2013 qui portait sur des gains de productivité (entre autres sur le paiement des heures supplémentaires). Cette attaque en justice confirme la rupture entre le management de la compagnie et les pilotes, suite à leur grève de l'automne 2014.

### TouTEs visés!

La direction attaque les pilotes, mais aussi, et toujours, les hôtesses et stewards et les personnels au sol. Dans la foulée, elle annonce la réévaluation à la hausse du prix des billets avion réservés au personnel. Ces billets (environ 50% du prix public sur les longs courriers, mais avec un nombre limité de places par avion) sont un moyen de plus de réduire les acquis sociaux, après les salaires bloqués depuis 4 ans, le temps de travail augmenté par la suppression de jours de congé et de repos (jusqu'à 3 semaines pour les équipes en 3x8). Et la direction d'annoncer de nouvelles attaques à venir sur la mobilité et la flexibilité, pour que les salariéEs suppléent au manque d'effectifs sans hausse de salaire.

Dans le même temps, pour accompagner le transfert de nombreuses activités à des entreprises de sous-traitance qu'elle contrôle totalement ou en partie (Transavia, sociétés d'entretien avions au Maroc et en Chine), la direction annonce des fermetures de lignes et aussi de hangars avion à Orly.

### Nouer des liens pour combattre la direction

Face à la bonne nouvelle de la baisse de moitié du prix du pétrole, et avec une bonne dose d'intox, la direction communique sur la baisse de la «recette unitaire», le prix des billets. Mais on apprend dans le journal patronal *les Échos* qu'en fait cette baisse est en dollars et, ramenée en euros avec la hausse du dollar, la recette unitaire reste stable (et demeure une des plus hautes du marché, avec des avions parmi les plus remplis...). Cela dans un contexte de hausse du trafic (+1,7% de croissance cet été pour les avions du groupe Air France-KLM).

Il y a donc beaucoup de raisons de contester cette direction qui ne pense qu'à porter des mauvais coups aux salariéEs, et organise la précarité au risque d'affaiblir la sûreté des vols et l'image de la compagnie. Avec peut-être l'occasion de nouer de nouveaux liens entre les différentes catégories de personnel et dépasser le corporatisme et les divisions qui facilitent le pouvoir patronal.

Jet Aelys

## LOI MACRON Tensions à l'œuvre

Le 30 juin, le Sénat a repris l'examen en seconde lecture de la loi Macron, examen qui devrait donner lieu à un nouveau vote le 6 juillet. Sans surprise, la majorité de droite a de nouveau durci les dispositions dites sociales du projet de loi relatif à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.



La CGT devant Bercy... avant gavage. CEDRICK HAFNER

Avec un gouvernement prétendument de gauche qui ouvre à tout va la porte aux régressions sociales, comment s'étonner que la droite veuille, elle, la faire voler en éclats? Ainsi, lors de la discussion du projet de loi relatif au dialogue social examiné juste avant, ses sénateurs ont retiré la modeste avancée que constituait la mise en place de commissions régionales interprofessionnelles pour les TPE mais aussi abrogé... le monopole syndical au premier tour des élections professionnelles!

### Politique de la matraque

À l'appel de la Fédération CGT du Commerce, 800 salariéEs se sont réunis à Bercy devant le ministère de l'Économie, le 23 juin dernier, pour protester entre autres contre la loi Macron. Au lieu d'être reçus en délégation comme demandé, les manifestantEs ont été chargés et gazés par la police, le secrétaire général

a été blessé et hospitalisé... Quant au pique-nique du CLIC-P prévu le dimanche 28 juin, il a été annulé suite à l'attitude dilatoire de la préfecture qui, bien que prévenue largement en amont, a refusé tout horaire et lieu alternatif. À noter que la

mairie de Paris, sollicitée pour débloquent la situation, a brillé par son inaction: une façon de tourner la page Macron à laquelle elle se proclame pourtant opposée?

Ajouté à l'utilisation à répétition du 49-3, ces basses

manœuvres ne trompent personne: Hollande veut, lors de la traditionnelle interview du 14 juillet, faire de l'adoption de cette loi le symbole de sa «réussite» politique. Que ce soit le plafonnement des indemnités prud'homales suite à un licenciement abusif, dénoncé par un cadre unitaire inédit, ou les ouvertures à rallonge des commerces, il faudra bien continuer à se battre contre ces régressions, dans les boîtes comme devant les tribunaux.

LD

Pétition unitaire:

[http://www.petitions24.net/non\\_au\\_plafonnement\\_de\\_la\\_reparation\\_des\\_licenciements\\_abusifs](http://www.petitions24.net/non_au_plafonnement_de_la_reparation_des_licenciements_abusifs)

SAINT LOUIS SUCRE (MARSEILLE)-----

## Ils ne sucreront pas nos emplois!

Entretien. Responsable CGT dans l'usine Saint Louis Sucre (Marseille 15<sup>e</sup>), Fabien revient sur la mobilisation des travailleurs de l'usine pour leurs emplois.

### Quelles sont les raisons de votre lutte?

La direction de l'usine nous a appris en début d'année qu'elle voulait supprimer l'activité «raffinage» pour se limiter au conditionnement. Cette décision est liée à la réforme du Règlement sucrier qui en 2018 autorisera la libéralisation totale de l'activité, actuellement soumise à des

quotas nationaux. La direction estime qu'avec cette nouvelle réglementation, les prix du sucre vont monter, rendant le raffinage moins rentable.

### Quelles conséquences pour l'emploi?

Pour nous, cela signifie passer de 129 emplois actuellement à 52, si l'on ne garde





Après l'été, à nouveau la rue? PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

## SANTÉ De l'AP-HP à la Convergence, non à l'Hôstérité!

Le rebond de la mobilisation de l'AP-HP est probable à la rentrée. Son issue ne sera pas sans conséquences pour tous les hospitaliers du pays, raison de plus pour élargir le front contre l'austérité dans la santé.

Le jeudi 25 juin, des manifestations diverses ont regroupé de nombreux hospitaliers dans plus de 80 villes. À Paris, ouvrant la marche des salariés de la santé et du social vers le ministère de la Santé, les cortèges unitaires des hospitaliers de l'AP-HP, regroupés par établissement, n'ont pas perdu de leur force pour exprimer haut et fort leur refus du plan de Hirsch.

Celui-ci a dû reculer pour ne pas céder et a reçu l'appui de la CFDT qui a validé « un relevé de conclusions » définissant un cadre préalable à l'ouverture de négociations en octobre. Si le directeur général reconnaît enfin « l'ampleur du mouvement social et la nécessité de sortir au plus vite de ce conflit avec la représentation syndicale », il n'a pas renoncé à son projet : seule la forme change. Il propose « de dresser un premier état des lieux et de préparer une étude d'impact des changements organisationnels envisagés » par une enquête commune syndicats et direction générale, faisant fi des bilans sociaux alarmants et des nombreuses alertes émises par les CHSCT. Dans ce même texte, Hirsch indique aussi qu'il « recherchera, dans la mesure du possible, la conclusion d'un accord majoritaire » et ne fait que rappeler qu'il passera quand même, comme la loi HPST dite Bachelot l'y autorise. Il maintient les retenues sur salaire, alors qu'un million de jours de repos non pris s'accumulent sur les comptes épargne-temps et que se chiffrent à 74 millions d'euros ce que l'AP-HP doit à ses agents. Pour toutes ces raisons, le cadre préalable aux négociations est inacceptable ! Hirsch, qui pour le moment a sauvé sa tête, s'appuie sur l'absence d'une opposition ferme et constructive de l'intersyndicale dont les parties oscillent entre adhésion, comme la CFDT, et ceux qui tergiversent ou exigent le maintien du statu quo. À ce niveau de mobilisation, le statu quo n'est pas de mise, il s'agit de passer de la résistance à l'offensive pour gagner contre l'austérité.

### Rien n'est joué!

Gagner une réelle réduction du temps de travail, de meilleures conditions de travail, être en nombre pour assurer la qualité de l'accueil et des soins, restent les objectifs de cette lutte. Pas d'économies à l'hôpital mais des moyens pour être à la hauteur des besoins de toute la population.

Seule l'intervention directe des salariés, syndiqués comme non-syndiqués, peut le permettre, en agissant avec les intersyndicales locales qui animent les assemblées générales dans les établissements.

Que cet été fleurissent partout des Comités de vigilance et s'ouvrent des Cahiers de doléances. Comités de vigilance pour entraver toute tentative des directions locales de ne pas respecter la pause estivale. Cahiers de doléances car c'est au personnel, et pas aux groupes de travail envisagés par Hirsch, de recenser tout ce qu'il manque à l'hôpital pour remplir ses missions de service

public. Et se coordonner pour reprendre, à la rentrée, la voie de la mobilisation.

Enfin, pour être à la hauteur de l'enjeu, c'est-à-dire le renvoi dans ses cordes du gouvernement et de ses plans d'austérité pour la santé, renforcer la Convergence des hôpitaux en lutte est plus que jamais d'actualité.

Correspondants

## NANTES (44) Les Roms manifestent pour leurs droits

Début mai près de Nantes, deux terrains occupés par des familles Roms ont été évacués. Pendant des heures, celles-ci ont erré dans la banlieue nantaise. Les conséquences de ces expulsions sont connues : déscolarisation des enfants, destruction de caravanes, perte aussi parfois de leur travail...

Certains élus avaient même poussé leurs administrés à se substituer à la police, ouvrant la voie à des dérives sécuritaires qui ne peuvent qu'aller contre les travailleurs et favoriser la haine raciste. Quelques patrons ont également demandé à leur personnel de bloquer les routes pour éviter que les Roms ne s'installent dans leur zone. Ces élus, et aussi ceux qui les suivent, essaient ainsi d'utiliser le désarroi des personnes qui subissent de plein fouet la crise et le chômage, détournant la colère contre les plus pauvres. Suite à ces évacuations, les Roms se sont établis sur un autre terrain appartenant cette fois à Vinci et dans des conditions d'hygiène désastreuses : 3 WC et deux douches... pour 430 personnes. De plus, ce terrain est très éloigné des écoles où les enfants étaient inscrits, ce qui fait qu'une bonne partie du travail d'intégration est à refaire.

### Une manifestation dynamique contre les responsables

On connaît les responsables de l'aggravation de la situation



Les Roms prennent leurs affaires en main... DR

des Roms : les dirigeants de la Métropole nantaise. Depuis des mois, on parle de réunir l'ensemble des maires pour organiser le séjour de ces familles qui côtoient la population de l'agglomération depuis des années... mais rien ne se fait. Et cette fois, les bénévoles des différentes associations et Romeurope, mais aussi les Roms eux-mêmes, ont décidé de réagir et de ne pas attendre la prochaine expulsion. C'est à 150, et avec une grosse participation des familles Roms que nous avons manifesté le 9 juin dernier devant les locaux de Nantes Métropole, bloquant même un moment l'entrée du site. Une manifestation très dynamique avec les mots d'ordre et l'organisation assurés par les Roms eux-mêmes,

et avec un enthousiasme qui faisait plaisir à voir. Les représentants des Roms et des associations ont été reçus... mais n'ont eu que la promesse que leurs demandes seraient transmises à J. Rolland, la présidente de la communauté urbaine. Du coup tous s'étaient donné rendez-vous le lundi 29 juin, pour la séance du conseil communautaire, histoire de rappeler leurs demandes aux responsables de cette situation.

Dans tous les cas, les Roms ont bien conscience d'avoir des droits, ils veulent les faire reconnaître, et pour cela, prennent leurs affaires en main. Une bonne nouvelle pour un peuple opprimé et marginalisé depuis des centaines d'années.

Correspondants

## MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78) Les intérimaires sans-papiers d'Adecco exigent leurs droits

Depuis le 10 juin, plus de 130 intérimaires sans-papiers occupent nuit et jour l'agence ADECCO de Montigny-le-Bretonneux.

Faisant écho à leurs camarades de Randstad à Poissy et de Manpower aux Mureaux, ils réclament le droit de travailler légalement dans la dignité.

Nombre d'entre eux travaillent pour ADECCO depuis plusieurs années sous des noms d'emprunt, seul moyen pour eux de survivre, ne possédant pas les papiers nécessaires à une embauche sous leur vrai nom. Ceci fait l'affaire des boîtes d'intérim car ce sont les plus corvéables.



ADECCO sous occupation des sans-papiers... DR

Employés du BTP, de l'hôtellerie ou de la restauration, leur situation d'extrême précarité les empêche aussi de bénéficier du droit à la santé qu'ont les autres travailleurs : sécurité sociale, mutuelle... Ils demandent deux documents nécessaires à leur régularisation : une attestation de concordance délivrée par le directeur de l'agence, attestant que la personne a bien travaillé sous le nom de quelqu'un d'autre ; le CERFA, délivré par le siège de la société (demande d'autorisation de travail pour un salarié étranger) permettant la délivrance d'une carte de séjour temporaire ou d'une autorisation provisoire de travail.

Populariser le mouvement

Défendus par le PRISME, syndicat patronal du travail temporaire, les patrons d'ADECCO prétendent que le travail sous un autre nom constitue une « usurpation d'identité ». Cette qualification est scandaleuse car elle suppose que les noms sont utilisés à l'insu de leurs propriétaires, alors que ceux-ci le permettent par solidarité. ADDECO, qui a porté plainte pour « occupation illégale » devant le TGI de Versailles et demandé l'expulsion des grévistes par la force publique, a été débouté.

Défendus par leur syndicat CGT, les travailleurs sans papiers, très déterminés, font tout pour populariser leur mouvement. Le 22 juin, ils ont occupé symboliquement une autre agence à Paris et ont participé nombreux à la manifestation du 25 juin à Paris. Les habitants du quartier leur apportent nourriture et boissons. Ils ont aussi reçu le soutien des militants des comités NPA Trappes-St Quentin et Versailles. À la veille des congés d'été, plus que jamais, solidarité avec le combat courageux des intérimaires sans-papiers !

Correspondants



L'opposition au plan de la direction dans la rue! DR

que le conditionnement, soit une perte de plus de la moitié, dans une ville et un département déjà gravement touchés par le chômage<sup>1</sup>. L'usine ne serait dès lors plus alimentée que par du sucre déjà raffiné qui arriverait

par conteneurs, et du sucre de betterave raffiné dans le nord, ce qui se traduirait par le trafic supplémentaire d'environ 1400 camions. Sans compter que le sucre de betterave dépend d'une activité saisonnière de septembre à janvier.

### Quelle a été votre riposte ?

La CGT s'est tout de suite opposée à cette décision. Le Groupe Sud-Zucker auquel appartient l'usine, a distribué en 6 ans 889 millions d'euros de dividendes à son actionnaire principal. Ses finances ne sont donc pas en péril. Le Comité central d'entreprise a donc missionné le cabinet Progexa qui a déjà travaillé avec Fralib et les Moulins Maurel, et son rapport a été sans appel. La direction est incapable de montrer que le raffinage lui fait perdre de l'argent.

La CGT a élaboré un plan alternatif pour le maintien du raffinage et son développement à hauteur de 280 000 tonnes par an à l'horizon 2018, ce qui permettrait même de développer l'emploi. La semaine dernière, nous avons fait un arrêt de travail pour présenter ce plan alternatif lors d'une conférence de presse. Les études de l'OCDE et de la FAO

établissent que la demande de sucre va aller croissante sur le marché nord-africain, plus de 2 millions de tonnes. Il y a donc tout à fait une place sur ce marché pour écouler nos productions. Enfin, si l'on récupère le sucre venu des Dom-Tom, dont la production est d'environ 300 000 tonnes par an, cela permettrait de fiabiliser la filière, sans compter l'impact positif sur l'activité portuaire de Marseille. La direction dit qu'elle ne croit pas à ce plan, mais nous, nous ne croyons pas aux mensonges de la direction.

### Comment vous situez-vous dans le cadre de la convergence des luttes ?

Nous y adhérons pleinement, en particulier avec l'union locale des Quartiers Nord, avec qui nous avons organisé ce matin, avant la manifestation, un rassemblement avec les forces progressistes des quartiers nord<sup>2</sup>.

Après la manifestation, nous avons aussi rencontré les travailleurs du port très intéressés par notre projet qui leur permettrait de maintenir une activité industrielle liée au sucre et de la développer, car elle multiplierait par trois le nombre de jours de travail au port, passant de 1000 jours de vacation à plus de 3000 par an. Et là, seule la convergence des luttes, dont la CGT13 a fait un axe fort, peut offrir une issue à tous.

### Propos recueillis par Déa et Jean-Marie

1 - Marseille et sa périphérie ont vu l'agroalimentaire particulièrement sinistré depuis 12 ans : Rivoire & Carret, Nestlé, puis Net cacao, Fralib, Moulins Maurel...

2 - Depuis janvier 2014, la CGT13 essaie d'organiser la Convergence des luttes et l'élargissement de la mobilisation aux « forces progressistes du département » : CGT, FSU, Solidaires, PG, PCF, Ensemble, NPA, Rouge Vifs, JC, Unef, Mouvement de la Paix, Attac...

## Les comités en action!

**Lyon (69) Réunion publique avec Philippe Poutou.** Avec plus de 80 personnes, des sympathisants mais aussi des nouvelles têtes et de nombreux jeunes, la réunion du mardi 23 juin a démarré par une présentation d'exemples locaux de répression. Puis Philippe a fait une intervention axée sur la répression du mouvement social et sur la violence de la société – destruction des services publics, pauvreté et précarité, brutalités policières, attaques contre les droits sociaux, richesses indécentes... – donnant deux illustrations: la dette grecque et la question des migrants. Le débat avec la salle a porté sur la propagande des puissants, le rôle des médias et notre langage. Un ZADiste a reproché l'absence du NPA dans la lutte contre le projet de Center Parcs à Roybon, alors que nous sommes partie prenante de cette mobilisation. Il y a aussi eu un appel du Comité de soutien au peuple grec à une initiative dans le cadre de la semaine de solidarité. La discussion est passée ensuite sur la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, et des cheminotEs sont intervenus sur la tentative d'une convergence des luttes. Des contacts ont été pris. Pour le NPA du Rhône, cette réunion fut une bonne manière de donner confiance, et de boulot pour la suite...

**Jura Solidarité avec la Grèce.** En plus des soutiens politiques transmis au peuple grec, nous avons organisé unitairement (EÉLV, NPA, PCF, PG, syndicats CGT, FSU, Solidaires, citoyenNEs) une caisse de solidarité lors de différentes manifestations ou réunions. Soupe grecque en février à Lons-le-Saunier, réunion du collectif Stop Tafta, collectes dans les bus pour la manif du 9 avril plus des dons supplémentaires du NPA 39 et du PG 39.



DR

C'est ainsi qu'un de nos camarades, Christian, enseignant à Athènes, a remis le 13 juin dernier un chèque de 450 euros à l'association «réseau de solidarité sociale de Loutsas» située à Artemida (côte Est face à l'île d'Eubée). Celle-ci pratique différentes activités: 200 repas solidaires distribués régulièrement, conseils juridiques, aide psychologique, bibliothèque, conférences, cinéma... De quoi permettre aux exclus de ne pas perdre pied. Nous allons garder le contact afin de poursuivre et approfondir les échanges. En ces moments très difficiles, nous devons aussi nous préoccuper d'entretenir des relais humains tout en témoignant de nos luttes communes!

**Gers Succès de la fête.** C'est dans un cadre bucolique qu'à Lectoure 50 personnes se sont réunies samedi 27 juin pour la quatrième fête du NPA 32. Malgré un accident de train, Philippe Poutou a réussi à nous rejoindre à temps pour le méchoui et nous féliciter de ne pas baisser les bras dans le Gers devant les attaques répétées contre notre camp. Le groupe Datcha est venu nous soutenir en jouant pour nous avec grand talent.



DR

Avec l'atelier sur le réchauffement climatique et la COP 21, nous avons choisi de mettre l'accent sur une problématique locale, l'agriculture et l'élevage et la contribution de l'agro-industrie aux gaz à effet de serre. La responsabilité du capitalisme dans la crise écologique et l'urgence à agir ont fait consensus, suivi d'un riche débat sur l'articulation entre luttes et solutions locales et lutte contre le système capitaliste.

## CPN **L'introuvable cohérence...**

*Ce CPN se tenait sur la seule journée du dimanche 28 juin et devait tenter de construire une cohérence dans notre démarche vis-à-vis de la séquence électorale des prochaines élections régionales de décembre et de la présidentielle de 2017.*

**L**e dernier CPN n'y était pas parvenu. Cette contrainte d'ordre du jour a créé une frustration: ne pas pouvoir discuter de la situation en Grèce et de ses répercussions, ou des mobilisations ici, en particulier dans la santé. Cela d'autant que ce CPN n'a pas réussi à surmonter les obstacles du précédent.

### Se diviser, même sur ce qui n'est pas possible

La question des régionales a créé une situation pour le moins paradoxale où, bien que tout le monde souhaiterait se présenter et que presque tout le monde voit bien que ce n'est pas possible, principalement pour des raisons financières, nous réussissons à ne pas nous mettre d'accord. Soit il y a une divergence sur le fond politique, sur ce que nous voudrions faire, soit sur ce qu'il est possible de faire, les camarades de la P3 défendant l'idée qu'il serait utile de se présenter même dans une ou deux régions. Avec en conclusion les mêmes votes qu'au dernier CPN et de fait un débat qui se prolonge...

### Différentes orientations pour les élections

Pour la présidentielle, nous retrouvons les mêmes clivages politiques – loin de se résorber – qu'au congrès. Les camarades de la P1 ainsi que des camarades venant de la P6 souhaitent que le NPA soit à l'initiative pour «une campagne d'opposition de gauche, sociale et écologique», et ceux de l'ancienne P2, de la P3, de la P4 et de la P5 ainsi que d'autres camarades venant de la P6 veulent une «campagne anticapitaliste et révolutionnaire». Mais ces derniers se divisent sur l'urgence de s'adresser à Lutte ouvrière et les modalités de décision. Les uns pensant que c'est au CPN ou à un CPN élargi de décider de la campagne, d'autres pensent qu'il est légitime d'accéder à la demande de la P1 d'une conférence nationale.

### Des rendez-vous

Concernant donc la présidentielle, une Conférence nationale aura donc lieu en mars qui «aura pour objet la définition du profil et du

programme de la campagne du NPA, et la présentation du ou de la candidatE du parti».

Nous avons aussi eu un bilan d'étape sur la préparation de notre université d'été pour laquelle nous sommes cette année encore très en retard sur les inscriptions. Nous avons aussi eu une première discussion sur l'organisation de la Rencontre nationale des comités prévue pour début novembre. Une motion a été adoptée insistant sur l'importance qu'il y a à ce que les camarades dans les comités en fassent leur affaire.

À travers ces échéances se poursuivra, en lien avec la discussion «stratégie» (dont le site du NPA rend compte dans sa rubrique idée), la discussion qui n'a pas encore permis de construire une réelle cohérence politique sur la compréhension de la période et les voies et moyens de travailler à l'émergence d'un véritable parti anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de la société.

**Yvan Lemaître**



Inscriptions en ligne sur le site du NPA

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°67 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## Les Nôtres

## François Horn

**F**rançois Horn s'est engagé en politique dès l'âge de 16 ans, d'abord en Lorraine puis à Lille. Il y a été membre de la direction locale de la LCR entre les années 80 et 2000 et a largement contribué à notre réflexion politique et à nous faire grandir, à travers les commissions économique et formation. Il a transmis beaucoup, à la Ligue puis au NPA, au sein de la Société Louise-Michel de Lille et de l'association des amis de la IV<sup>e</sup> internationale, constamment sans dogmatisme ni paternalisme. Ses travaux d'enseignant-chercheur économiste sur les logiciels libres n'étaient pas déconnectés de ses engagements contre le capitalisme. Il avait également pris diverses responsabilités syndicales dans le SNESUP.

Très présent dans les campagnes électorales d'Olivier Besancenot ou encore dans la construction du NPA, il est resté fidèle jusqu'au bout et avec fermeté, en dépit d'un monde hostile, à son engagement pour une perspective révolutionnaire. Il y a quelques mois à peine, il participait encore activement au



DR

débat de congrès. Toujours respectueux envers ses contradicteurs. Presque toujours d'une humeur mesurée. Presque car il était le premier à râler quand il manquait des drapeaux aux manifs ou parce que les réunions se tenaient à des moments pas possibles.

Nous gardons le souvenir d'un militant avec qui on pouvait à tout moment avoir des échanges précieux et pertinents sur la situation

du monde au combien complexe, avec une ouverture d'esprit et un sens de l'écoute indispensables pour saisir ce mouvement du réel écrasant le présent et pour élaborer collectivement des pistes pour transformer la société. Cultivant une forme d'optimisme quant à la justesse de notre combat pour l'émancipation du monde du travail, pour une société juste, solidaire, égalitaire.

Nous avons toujours trouvé auprès de François un accueil chaleureux, un encouragement et une solidarité inconditionnelle: auprès de lui, nous avons appris un peu plus ce qu'est la camaraderie. Tous les membres du NPA du Nord-Pas-de-Calais te remercient et te saluent, et embrassent fraternellement ta compagne Armelle et tes filles Mathilde, Lucie et Louise.

**Ses camarades**



## Meeting du NPA



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Sous le sceau de la solidarité avec le peuple grec, entre 350 et 400 personnes ont participé au meeting internationaliste du NPA jeudi 25 juin à Paris. Des militants grecs de Syriza et de l'OKDE/Antarsya, un député de Podemos, des migrants en lutte, ainsi que Christine Poupin et Olivier Besancenot y ont pris la parole. La lutte contre l'austérité dans toute l'Europe continue.

L'après-midi était consacrée à Syriza et à Podemos. Ionna Kouranti du NPA 31 a réussi l'exploit de nous informer sur une situation très volatile en Grèce puisque que le référendum venait d'être annoncé par Tsipras. Miguel Seguí a présenté Podemos Paris et a fait la genèse de Podemos en la mettant en perspective, de la fin du franquisme jusqu'aux élections du 24 mai dernier et la transformation d'un mouvement «apolitique», «los indignados», en la troisième force politique de l'État espagnol. La déliquescence des partis institutionnels et la construction d'un mouvement populaire ont permis la victoire à Madrid, Barcelone ou Cadix. Au final une fête conviviale très réussie.

**Montreuil (93) Le NPA a fait sa fête au système.** Samedi 27 juin, le comité de Montreuil organisait un temps convivial avant la période estivale.

Prévu avec un temps de débat et formation avant une soirée festive, nous avons invité Podemos Paris à venir nous parler du processus dans l'État Espagnol, de sa création aux récents résultats électoraux. Trois camarades de Podemos ont répondu à l'invitation avec lesquels nous avons pu discuter dépassant largement le temps alloué à ce débat tant les exposés et questions furent passionnantes. Après ce premier débat, un militant écologiste montreuillois est venu parler de la

préparation de la COP 21 et de la question urgente du climat à l'heure de la création d'un collectif local auquel le comité NPA compte participer dès la rentrée.

Malgré une fréquentation plus faible que les années précédentes, le cadre, le repas, la qualité des débats à permis à une soixantaine de personnes de passer au cours de l'après midi. Un camarade brasseur a spécialement fait pour l'occasion une bière qui a eu son succès, et une autre camarade a pu animer la soirée en chantant. Au final, une grande tablée fraternelle et garnie où tout le monde a pu parler et échanger de la situation dans une convivialité trop rare et plus qu'appréciable.

Roman

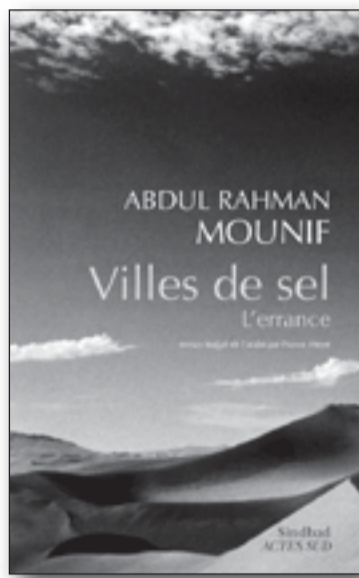
# Villes de sel. L'errance, Abdul Rahman Mounif

Sindbad/Actes Sud, 2013, 28 euros

Dans son ouvrage traitant des révolutions arabes, Gilbert Achcar évoque « la malédiction du pétrole » comme l'un des facteurs expliquant les difficultés et contradictions dans lesquelles se débattent les sociétés de la péninsule arabique. Le roman de Mounif, qui forme l'ouverture d'une vaste fresque en cinq tomes consacrée au royaume d'Arabie saoudite, peint parfaitement cette malédiction...

Elle ne s'annonce d'abord que sous la forme presque anodine de quelques voyageurs américains, disposant de recommandations de l'émir, qui effectuent un séjour prolongé dans une oasis. Leur activité totalement inhabituelle soulève bien des interrogations, en particulier de la part du cheikh de la communauté. Bien peu écouteront ses mises en garde. Mais lorsque les bulldozers surgissent et rasant l'oasis pour laisser la place aux puits, il fuit dans le désert et devient une figure mythique, symbole de la résistance. Comme ces engins démolissant méthodiquement champs et habitations, la découverte de l'or noir ébranle profondément la société bédouine traditionnelle. Toute

l'organisation sociale et économique se trouve petit à petit polarisée par l'activité d'extraction. Les anciens bergers deviennent ouvriers sur les chantiers, les dromadaires disparaissent au profit des camions, les anciennes pistes laissent la place aux routes goudronnées, un simple village de pêcheurs isolé devient un port d'envergure pour l'exportation de l'or noir. Pourtant, la promesse des Américains de rendre la population riche tarde à se concrétiser, si ce n'est pour une partie de l'élite qui joue le rôle de supplétif et d'intermédiaire. Les deux mondes se côtoient mais ne se mélangent pas : les Américains vivent quasiment retranchés dans leur campement tout équipé, avec piscine et



climatisation, et délèguent beaucoup de choses à l'émir et à leurs agents locaux.

Tragédie de l'or noir

Le roman de Mounif parvient à embrasser l'ensemble des transformations de la société dans un même mouvement : l'économie, l'urbanisme, la religion, la santé, les transports... Souvent, un objet joue le rôle de catalyseur : un poste de TSF, une longue-vue, une voiture, un bus... Certains sont des cadeaux offerts aux autorités locales, afin qu'elles s'emploient correctement à recruter et à encadrer la main d'œuvre nécessaire à l'extraction. On y retrouve ainsi tous les ingrédients des problèmes actuels : des autorités considérées comme corrompues et inféodées aux Américains, la place de la religion comme outil d'encadrement et de gestion de la population, vécue également comme un élément de résistance, et une vision mythifiée et idyllique de l'ancienne communauté bédouine contre la modernité artificielle importée de l'étranger... La figure de Mu'tib, qui resurgit de loin au loin à travers le roman, représente cette nostalgie qui reste particulièrement vivace, alors même que se développent les premières luttes ouvrières.

Villes de Sel méritent amplement sa place à côté des grandes tragédies de l'or noir que sont *Pétrole* d'Upton Sinclair et surtout *Rosa Blanca*, de B. Travençolo.

Henri Clément

Exposition

## Invention/Design. Regards croisés

Musée des Arts et Métiers (Paris) jusqu'au 6 mars 2016



Le métier de designer expliqué intelligemment et sensiblement par des designers de l'agence Sismo, autour de quatre idées forces : l'essentiel, l'audace, le contexte et la curiosité. Une exposition qui met en regard des objets devenus emblématiques et les inventions tirées du fonds du musée des Arts et Métiers. Une réflexion intéressante sur l'évolution du métier de designer : du travail sur la matière, tel ce singulier rapprochement entre la chaise en tôle emboutie dessinée par Ron Arrad et les pièces fondues de la cocotte minute, à la maîtrise de l'immatérialité, technologie led et lampe en papier d'Issey Miyake, et jusqu'à la prochaine dématérialisation de l'objet vers les services de production créatifs...

Le design comme processus de création intégratif et réponse globale, souvent en rupture, à des contraintes de tous ordres : fonctionnelles, techniques et technologiques, sociales, culturelles et enfin, mais pas seulement, esthétiques. Beau débat un peu franco-français entre l'ingénieur et le designer qui, à l'instar de celui entre l'architecture et l'ingénierie, devrait questionner les pouvoirs publics sur la scission en France des formations scientifiques et artistiques héritée du 19<sup>e</sup> siècle.

Le design dans l'acception anglo-saxonne du terme, celle de la conception. À voir.

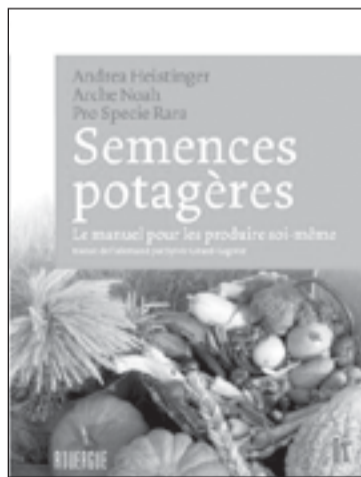
Ugo Clerico

Manuel

# Semences potagères. Le manuel pour les produire soi-même, Andrea Heisteringer

Éditions du Rouergue, 2015, 38 euros

Il faut cultiver son jardin... Ce manuel est une bible pour quiconque veut ressemer ses propres graines ! Recommandé par la branche gersoise de l'ADEAR (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural), je me suis précipité sur ce livre car bien que reproduisant une bonne partie de mes semences depuis des années, je suis loin de maîtriser tout le sujet. Bien sûr, je n'ai pas tout lu car c'est le genre d'ouvrage (plus de 400 pages) qui se lit et se relit, et surtout se consulte régulièrement au fur et en mesure des recherches requises. Réédité régulièrement depuis cinq ans, plus de 10 000 exemplaires en ont été vendus, un chiffre exceptionnel pour un ouvrage technique. Après quelques chapitres introductifs sur pourquoi produire ses graines (perte de la biodiversité, mainmise des semenciers sur le vivant, perte d'autonomie des peuples, asservissement de l'agriculture aux multinationales, perte des savoir-faire, etc.), une série de chapitres expliquent le b.a.-ba théorique de la culture des graines potagères : comment les plantes se reproduisent, comment les espèces se croisent et comment avoir un



minimum d'organisation pour réussir. Après cette lecture, l'autogamie et l'allogamie des plantes ne seront plus un secret pour vous, et vous ne risquerez plus, pensant avoir semé des courges succulentes, vous retrouver avec des excroissances informes et immangeables. Les légumes listés sont classés par genre (astéracées, solanacées...) et la liste, très complète, pourra vous surprendre quelquefois si par exemple vous ne saviez pas que la laitue et le tournesol faisait partie du même genre, ou que c'est dans

les alliées (oignon, poireau...) que l'on trouve aussi les asperges. Chaque légume listé est décrit : son histoire, ses vertus et utilisations possibles, combien de plantes sont nécessaires à leur multiplication pour maintenir la biodiversité, le type de pollinisation, le mode de culture, la récolte, les maladies et nuisibles, les critères de sélection,

quelques histoires et anecdotes... et quelquefois même des recettes culinaires !

L'organisation du livre est pratique, avec une table des matières détaillée et un glossaire à la fin. La présentation aérée est illustrée de belles photographies ou croquis explicatifs. Tous à vos jardins !

Marc Ducassé

Enfants

## Éditions Rue du Monde, collection « Les petits chaussons »

À partir de 9 mois, 7,80 euros chacun

Nous n'avons pas besoin de livre pour apprendre à nos enfants les comptines qui bercent nos enfances depuis longtemps : *Alouette, Promenons-nous dans les bois, Une poule sur un mur, Pomme reinette...* Mais pour les petits, les apprendre en tenant dans leurs mains de jolis petits livres cartonnés et colorés,

avec une pirouette rigolote à la fin de chacun, va rendre ces comptines plus concrètes.

Une belle introduction à la lecture par l'image : Rue du Monde publie ainsi 8 comptines dans la collection « Les petits chaussons », car l'illustratrice s'appelle Julia Chausson... Mignon non ?

Catherine Segala



Annonce

## Festival La Belle Rouge 2015

Organisé par la compagnie Jolie Môme

Fin juillet 2006, ce devait être une petite fête ponctuelle, avec quelques troupes amies et les habitantEs de ce petit village d'Auvergne... Et cette année, déjà la 10<sup>e</sup> édition !

Du 24 au 26 juillet 2015, le 10<sup>e</sup> festival La Belle Rouge aura donc lieu comme chaque année à Saint-Amant-Roches-Savine (63). Entièrement conçu et préparé par la Compagnie Jolie Môme et ses amiEs, trois jours de théâtre, de chanson, de politique, de musique, de cinéma, de rencontres... Trois belles journées de partage.



Pour connaître les premiers spectacles et intervenantEs, demandez le programme :

<http://www.cie-joliemome.org/spip.php?article939>

Pour réserver le forfait « 3 jours à La Belle Rouge » :

<http://www.cie-joliemome.org/spip.php?article940>

Comment s'y rendre, où dormir, comment s'organiser... :

<http://www.cie-joliemome.org/spip.php?article945>

Plus d'information au 01 49 98 39 20 ou 06 83 59 80 11, et sur le site de la compagnie bien entendu : [www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org)



**L'Anticapitaliste** Libre expression

# BANGLADESH Le combat de la paysannerie et la crise climatique

**Entretien.** Invité par la Confédération paysanne, **Badrul Alam**, dirigeant d'associations paysannes du Bangladesh, était en France à la mi-juin. Nous en avons profité pour l'interviewer.



DR

**Tu es venu en France à l'invitation de la Confédération paysanne pour participer à la mobilisation à Amiens le 17 juin en défense des militants paysans en procès pour leur action contre la « ferme des mille vaches »...**

Nous voulions affirmer une solidarité internationale envers la Confédération paysanne et ses membres entraînés devant la justice pour un combat, face à des fermes industrielles géantes, dans lequel nous nous reconnaissons entièrement. De même que la Conf', nous sommes membres de La Via Campesina. Je représentais à Amiens nos associations jumelles, le BKF-BKS, qui regroupent quelque deux millions de paysans au Bangladesh, pour moitié des hommes (dans le BKF) et pour moitié des femmes (dans le BKS). Avoir deux organisations parallèles a facilité l'intégration des paysannes, étant entendu que les maris ne peuvent rejoindre le BKF que s'ils acceptent que leurs épouses fassent de même avec le BKS.

L'agro-industrie impose sa loi à l'échelle internationale et il est très important que notre solidarité s'affirme à ce niveau. La Via Campesina a ainsi des sections tant au Nord (comme en France) qu'au Sud (comme au Bangladesh).

**Avant Amiens, tu as participé à Montreuil (93) à la rencontre internationale préparant des actions à l'occasion de la conférence sur le changement climatique qui doit se tenir à Paris en décembre prochain...**

Nous ne faisons en rien confiance aux gouvernements et institutions mondiales pour juguler le réchauffement climatique. Or, le Bangladesh est l'un des pays les plus immédiatement concernés par les effets du réchauffement. Non seulement de vastes régions côtières sont si basses qu'elles sont facilement inondables, mais la densité démographique est particulièrement élevée: nous sommes le 94<sup>e</sup> pays par la surface, mais le

8<sup>e</sup> par la population. En gros, nous avons une densité analogue à celles des Pays-Bas, mais pour une population d'environ 160 millions! C'est dire que toute élévation du niveau des océans et tout phénomène climatique extrême a des conséquences dramatiques dans notre pays. Nous sommes véritablement sur la ligne de front climatique! Aux effets globaux du mode de développement capitaliste contemporain, il faut ajouter ses effets locaux. Prenons l'exemple de la production à grande échelle, dans le sud-ouest du Bangladesh, dans le delta du Gange, de crevettes à destination, notamment, du marché européen. Les digues des polders ont été ouvertes et les terres très rentables où travaillaient des paysans pauvres ont été noyées sous l'eau salée pour créer des bassins d'élevage.

À court terme, des villageois ont bénéficié de revenus attirants dans l'aquaculture... mais celle-ci a détruit la végétation côtière (mangroves...) ainsi que la biodiversité dont elle était le refuge et une protection naturelle contre les assauts de l'océan. Elle a provoqué la salinisation des terres environnantes et leur désertification, les rendant impropres à la culture. Quant aux crevettes, elles sont victimes de maladies infectieuses. Le « marché » s'en fiche: si nécessaire, les capitaux vont porter la destruction ailleurs. Mais la population locale sombre dans la pauvreté.

Ce problème n'est en fait pas récent, et remonte au début des années 1990. Dans une région où l'aquaculture de la crevette a été développée, 9 villages ont fait de la résistance sous l'impulsion d'une femme qui fut assassinée par la police. Ces villages sont devenus un îlot de verdure, de biodiversité, un exemple de souveraineté alimentaire, la condamnation vivante de l'agro-industrie. C'est ce type de combat dans lequel nous sommes engagés pour la défense de la paysannerie, mais

aussi des travailleurs précaires ou des « peuples indigènes ». Nous avons apporté une aide aux ouvrières du textile victime de l'effondrement à Dacca de l'immeuble industriel Rana Plaza, ou encore à des villages victimes d'inondations ou d'un froid exceptionnel dans le nord. Nous avons pu mener ces actions notamment grâce à l'aide financière que l'association

**L'agro-industrie impose sa loi à l'échelle internationale et il est très important que notre solidarité s'affirme à ce niveau.**

Europe solidaire sans frontières (en France) a pu nous faire parvenir. L'aide aux victimes de catastrophes humanitaires – industrielles, climatiques – fait de plus en plus partie des tâches du BKF-BKS. Comme dans beaucoup d'autres pays du Sud, nous aidons aussi à des occupations de terres laissées en friche par leurs grands propriétaires (ou dont la propriété est incertaine). Une particularité au Bangladesh est que ces terres occupées par des paysans pauvres sont souvent de grands bancs de sable apparaissant dans les méandres des fleuves et qui peuvent changer d'emplacement avec le temps.

**Peux-tu nous parler des « caravanes » que vous avez organisées ces dernières années ?**

Depuis quatre ans, nous organisons en novembre-décembre une Caravane pour la défense des droits des paysans, des femmes et du climat, pour souligner l'interaction entre tous ces domaines. En 2014, la caravane a d'abord traversé une bonne partie du Bangladesh avant de se rendre en Inde, puis de remonter jusqu'au Népal pour participer à un sommet populaire régional. Nos caravanes ont toujours inclus des délégations étrangères venues,

en particulier, d'autres pays asiatiques, mais aussi d'Europe et d'ailleurs – grâce notamment aux liens tissés en participant aux sessions de l'Institut international de recherche et de formation (IIRF) à Manille aux Philippines.

À chaque étape de notre caravane, nous organisons des débats et séminaires avec la population locale, de façon à multiplier les échanges et la prise de conscience de l'importance des enjeux climatiques. Nous rendre en Inde et au Népal était particulièrement important. Il y a une coopération croissante, sous l'actuel Premier ministre indien Modi, entre les milieux dirigeants d'Inde et du Bangladesh. Il faut renforcer la coopération des mouvements populaires et, en particulier, entre associations membres de La Via Campesina. De plus, la frontière entre nos deux pays est l'objet de tensions, aggravées par les migrations dues au désordre climatique; il faut combattre la montée de la xénophobie, renforcer les sentiments de solidarité, la conviction qu'il faut s'unir dans l'adversité. Pour cela, il faut se rencontrer. Nous nous heurtons au durcissement des régimes qui restreignent d'autorité les libertés de circulation. Ainsi, un visa a été exigé par les autorités indiennes au Bangladesh pour les laisser passer au Népal, ce qui n'était pas le cas auparavant, et une partie des membres de la Caravane n'ont pu participer à l'étape finale. Ce fut une grande frustration, après un tel chemin!

Nous n'organiserons pas la prochaine caravane cette année, mais en 2016. Nous avons aussi en projet une mobilisation contre la construction d'une centrale nucléaire prévue par le gouvernement en collaboration avec la Russie. Dans tous ces domaines, la coordination des mouvements populaires à l'échelle internationale nous semble essentielle.

**Propos recueillis par Pierre Rousset**

## Vu ailleurs



**SEGO COM.** Ségolène

Royal vient d'annoncer l'interdiction, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, de la vente en libre-service aux particuliers des produits désherbants contenant du glyphosate, dont le fameux Roundup fabriqué par Monsanto. Un amendement à la loi de transition énergétique devrait être déposé au Sénat en juillet, a-t-elle précisé. Dans les faits, il ne s'agit pas vraiment d'une interdiction. Les particuliers pourront continuer à se fournir en pesticides contenant du glyphosate: les points de vente devront seulement limiter l'accès à ces produits qui devront être vendus non plus en rayon mais au comptoir. Des aides financières seront mises en place « dans le cadre du plan éco-phyto » pour les points de vente qui se mettront en conformité avec la loi. Cette aide « servira à aider à former les salariés pour le conseil » et à « débarrasser les rayons de ces produits », a expliqué la ministre de l'Écologie. Ce qui pourrait inciter les jardineries et détaillants à proposer des produits et méthodes de jardinage plus écologiques. Mais un accro à l'extermination chimique des mauvaises herbes pourra continuer d'acheter sa dose de pesticides. Le Roundup, fabriqué par la multinationale Monsanto, est le premier désherbant utilisé par les jardiniers amateurs qui sont quelque 17 millions en France, rappelle le Monde. Au total, 2 000 tonnes de cette substance sont utilisées chaque année par les particuliers, et 8 500 tonnes par les agriculteurs et autres professionnels! En mars dernier, le principe actif du Roundup, le glyphosate, a été classé comme cancérigène « probable chez l'homme » par le Centre international de recherche sur le cancer. [...] Ce qui ne freine nullement la firme dans sa tentative d'obtenir la ré-homologation européenne du glyphosate pour les dix années à venir.

« La vraie fausse interdiction du Roundup: le coup de com de Ségolène Royal », Sophie Chapelle, Bastamag, 17 juin 2015

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <b>28 €</b> / 1 an <b>56 €</b>	6 mois <b>20 €</b> / 1 an <b>40 €</b>	
Mensuel	6 mois <b>22 €</b> / 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel	6 mois <b>50 €</b> / 1 an <b>100 €</b>	6 mois <b>38 €</b> / 1 an <b>76 €</b>	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<b>14 € par trimestre</b>	<b>25 € par trimestre</b>	<b>10 € par trimestre</b>	<b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43222554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)